

Tshisekedi réclame des sanctions contre le Rwanda

Lire l'article en page 2.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1619 | JEUDI 26 SEPTEMBRE 2024 | 20 PAGES €7 \$8

L'Est se construit l'avenir



Si la guerre fait rage/a fait rage à l'Est, les Kivu et l'Ituri tirent grandement profit de ces opportunités en pensant l'avenir. L'image que donne au monde cette partie du territoire congolais n'a rien de commun avec ce que vivent les populations de l'Ouest. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Tshisekedi réitère son appel aux Nations à prendre des sanctions contre le régime de Kagame

Il a le Rwanda, son régime d'aujourd'hui. Le Rwanda et le régime de Paul Kagame. Hier comme aujourd'hui. Nul ne saura dire demain que le président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui, hier, avait approché le président rwandais, lui avait proposé, en signe de paix, un partenariat, dans le secteur des mines, gagnant-gagnant, entre deux pays frères, aurait pu, depuis cette énième guerre que mène le Rwanda de Paul Kagame contre son pays, le Congo, se trouver face à la communauté internationale et oublier de parler de cette guerre de l'Est qui fait des milliers de morts, pousse des milliers de Congolais à quitter leurs domiciles, à aller trouver refuge ailleurs, loin de chez eux, dans des conditions atroces, cette guerre que mène le Rwanda de Paul Kagame contre le Congo.

Hormis l'année 2020 qui fut marquée par la pandémie du Covid-19, le président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo n'a jamais manqué ce rendez-vous annuel de New York depuis qu'il est à la tête du pays. Pour la cinquième fois qu'il prenait la parole devant l'Assemblée Générale des Nations Unies - la 79ème session - le président congolais a, mercredi 25 septembre 2024, dans son discours à New York, réitéré son appel à la communauté internationale à prendre des sanctions ciblées contre le régime rwandais de Paul Kagame. Le président congolais a accusé, sans



Le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo mercredi 25 septembre à la tribune des Nations-Unies à New York. DR.

mâcher les mots, le régime de Kagame, de déstabiliser la partie Est de son pays, en appuyant la rébellion du M23 qu'il a qualifiée de «terroriste et ses supplétifs».

«**LE RWANDA, LE RWANDA**». «La situation dans l'Est de la République Démocratique du Congo est particulièrement préoccupante. La résurgence du groupe terroriste M23, soutenu par le Rwanda, a provoqué une crise humanitaire sans précédent, avec près de 7 millions de déplacés internes. Cette agression constitue une violation majeure de notre souveraineté nationale. Nous appelons la communauté internationale à condamner fermement ces actes et à imposer des sanctions ciblées contre le Rwanda pour son

rôle déstabilisateur. Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes rwandaises de notre territoire. Bien que les récentes initiatives diplomatiques, telles que les pourparlers de Luanda, soient encourageantes, elles ne doivent aucunement occulter l'urgence de cette action essentielle». De poursuivre : « La République Démocratique du Congo s'engage activement à établir une paix durable dans l'Est du pays et à promouvoir le développement économique ainsi que le bien-être social des communautés meurtries par ce conflit armé. Elle ne ferme, cependant, pas la porte à toute opportunité qui l'amènera à cette paix tout en aliénant pas sa souveraineté, encore moins son intégrité territoriale.

Dans cette optique, elle est résolument engagée dans la mise en œuvre de la feuille de route adoptée dans le cadre du processus de Luanda, que je soutiens fermement, qui promet un dialogue de haut niveau visant à restaurer la confiance entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, tout en minimisant le risque que la crise sécuritaire actuelle ne dégénère en conflit régional. En outre, mon pays demeure ouvert à toute autre initiative de nos partenaires qui concourrait à l'atteinte de cet objectif noble de paix». Et, toujours sur la paix dans la sous-région : « La République Démocratique du Congo réaffirme sa ferme volonté de garantir une paix durable. Sous mon impulsion, nous sommes résolus à poursuivre

la mise en œuvre du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation, le P-DDRCS, clé de notre stratégie nationale pour désarmer, démobiliser et réintégrer les combattants, en leur offrant des perspectives économiques viables et durables ; tout en stabilisant les zones touchées par les conflits. En assurant une transition post-Monusco, nous priorisons également le rapatriement des combattants étrangers. Le P-DDRCS est un levier crucial pour la paix en République Démocratique du Congo, et j'invite nos partenaires et amis à le soutenir. Par ailleurs, des milliers de victimes du génocide pour des gains économiques en République Démocratique du Congo (en abrégé GENOCOST) conti-

nent de subir les conséquences dévastatrices d'un passé marqué par la violence et l'impunité. Reconnaître et traiter les effets de cette tragédie est crucial pour favoriser le rétablissement et la reconstruction des communautés touchées. Au-delà de l'aide humanitaire immédiate, une approche à long terme centrée sur la justice, la réconciliation et le développement durable est essentielle pour permettre aux victimes de se reconstruire et de retrouver une vie digne. C'est pourquoi le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a décidé d'institutionnaliser la journée du 2 août, journée du GENOCOST, dédiée aux victimes des crimes odieux perpétrés par des rebelles soutenus par des multinationales et des États

de la région. Cette journée incarne une communion nationale, permettant de confronter un passé douloureux pour aller de l'avant. Elle est essentielle pour renforcer la conscience historique de notre pays et affirmer la détermination de la nation à prévenir la répétition de telles barbaries». Notons que dans son discours, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a cité l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, mort au Congo, «dont le sacrifice en faveur de la paix en République Démocratique du Congo, a-t-il déclaré, nous rappelle la gravité de notre mission, et qui a déclaré : « Le but de l'ONU n'est pas d'emmener l'humanité au paradis, mais de la protéger de l'enfer ».

D. DADEI ■

Fayulu et... ses ex

Comment expliquer des revirements politiques aussi spectaculaires ?

Parlons légalité (l'acte posé selon la loi). Lorsque l'on ne dispose d'aucun élu dans aucune chambre parlementaire, au local et au national que l'on a refusé de gagner lors d'une confrontation électorale après que l'on a appelé les siens à ne prendre part à aucune élection, et donc à boycotter des scrutins sur papier politiquement ouverts et que l'on annonce qu'on ne prendrait pas soi-même aucune course même celle de la présidentielle et que l'on se précipite la veille des scrutins à déposer secrètement son dossier personnel, en laissant sur les carreaux tous ses lieutenants, et qu'on y obtient au final 5,33% des voix face à plusieurs autres candidats dont l'un fait 18,08%, le vainqueur réalise 73,34%, parler dialogue quand se clôture le cycle électoral avec la mise en place des Institutions d'après élections, au national et au local (provincial), cela, pour, dit-on, rechercher la cohésion nationale, quel sens donner politiquement à ce récit? Parlons conflit (la guerre à laquelle fait face le Congo mais malheureusement depuis une trentaine d'années, le pays convoité et redouté pour les richesses de son sous-sol, agressé par ses voisins instrumentalisés et armés par la Haute Finance, les multinationales soutenues par des puissances plané-



De g. à dr., de haut en bas, Moïse Katumbi Chapwe, Joseph Kabila Kibange, Martin Fayulu Madidi, Seth Kikuni. DR.



taires). La solution réside-t-elle dans un dialogue interne ou dans une réponse appropriée qui commence par la reconstruction des forces armées, leur montée en puissance et dans la maîtrise de la diplomatie? Comment et pourquoi ne pas le dire haut et fort? Dans la vie et en politique, rien n'est impossible, tout est possible. Les accords se construisent et se déconstruisent chaque jour et parfois selon le temps qu'il fait. Petit rappel (deux phrases cultes prononcées par deux dirigeants politiques français) : ■ Jacques Chirac, ancien maire de la ville de Paris, ancien Premier ministre, ancien Président de la République: «Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent». ■ Charles Pasqua, un homme

de la même veine que le précédent, pétri lui aussi d'expérience, qui fut ministre de l'Intérieur dans son pays : « Les promesses des hommes politiques n'engagent que ceux qui les reçoivent ».

« ATTRAPE-NI-GAUDS » ? Par quelle magie Martin Fayulu appelle l'UDPS, le parti présidentiel, à venir l'accueillir à l'aéroport de N'Djili, à sa descente d'avion le 31 septembre 2024 et lance un appel à un dialogue ? Mais si la cohésion nationale est une nécessité, est-ce la cohésion - qu'on ne s'y méprenne pas - qui arriverait en tête face à la guerre que livre le Rwanda à notre pays ? Si les provinces de l'Est sont attachées au Congo, ce qui fit triompher (il faut le souligner) le récit corsé du Candidat Président lors de la

campagne électorale, cet attachement des populations à leur pays a-t-il empêché les trop nombreuses prises de localités par la coalition RDF-M23-AFC au Kivu ? Comment expliquer tant de revirements aussi spectaculaires qu'inattendus de Fayulu, auto-proclamé «commandant du peuple», «éternel demandeur de la vérité des urnes», « opposant de choc anti-Tshisekedi », qui a eu à la bouche, des années durant, les mots « simulacres d'élections et résultats farfelus de la CÉNI », expliquant sans fin que « jamais au Congo, Monsieur Tshisekedi Tshilombo ne peut, en aucun cas, gagner une élection organisée régulièrement » ? Parlons légitimité (l'acte reconnu, accepté par une communauté, en l'espèce, la Nation). Quand,

dans une autre vie, on a été porté par quelques membres lors d'une entente politique tactique, donc éphémère, au cours d'une rencontre à l'étranger, à Genève en l'occurrence, appelée et financée par des multinationales qui combattent et exploitent le pays et qu'on croit avoir fait du résultat non reconnu à la publication, que tous ceux qui vous ont porté et présenté dans leurs espaces sociologiques (Jean-Pierre Bemba Gombo, Moïse Katumbi Chapwe, Antipas Mbusa Nyamwisi, Adolphe Muzitu Fumutshi, Freddy Matungulu Mbuyamu Ilankir) vous ont abandonné, que vous êtes désormais plus isolé que jamais, quelle cohérence, quelle mesure donner à la démarche qui consiste à vous hisser à la tête d'une initiative de dialogue national pour (la cohésion nationale) ? Certes, le dialogue est permanent en politique tout comme la consultation (il n'y a rien de nouveau sous le soleil) et plus que jamais dans un pays avec une foule de partis politiques, organisations de la société civile, églises, médias, etc., dont la parole a une influence dans la perception des affaires mais fondamentalement à qui revient la légitimité d'une telle initiative pour qu'elle ait un sens et dans quel contexte en faire l'annonce ? Lundi 13 novembre 2023, à la veille des élec-

tions du 20 décembre 2023, lors d'une rencontre diffusée en direct à la télévision depuis la salle Majesté de l'hôtel Hilton à Kinshasa, organisée par la Commission Électorale Nationale Indépendante, présidée par son président, Denis Kadima Kazadi, qui avait réuni les vingt-et-trois candidats président de la République ou leurs représentants dans un cadre dit de concertation, réunion à laquelle ne s'était pas présenté physiquement sans savoir pourquoi Moïse Katumbi, les téléspectateurs avaient perçu très clairement une évolution (une révolution) dans les rapports entre le président en exercice et candidat à sa propre succession, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et son opposant «farouche». Excellente idée de cohésion ! Nul doute, fondamentalement, leurs rapports n'avaient plus été/n'étaient plus désormais les mêmes ! Ce jour-là, le Président de la République et Fayulu s'étaient parlés longuement et, au moment de quitter la salle, appelé par une charge d'État, le président avait eu un dernier échange de mots avec lui. Qu'est-ce qu'ils s'étaient dits ? Comment ne pas se poser la question quand Fayulu s'adresse à l'Udps, parvient à le convaincre, l'appelle à venir l'accueillir à sa descente d'avion et l'accompagner des heures durant à son meeting ? L'appareil politique d'un parti

aussi organisé, pouvait-il être loin d'une telle action? Disons-le franchement. En dépit de retournements de veste fréquents au sein de la société congolaise, quel sens aurait un dialogue national sans Kabila et les siens qui invoquent désormais l'article 64 de la Constitution, sans Katumbi dont le porte-parole, Olivier Kamitatu Etsu, dit, en l'écrivant sur son compte X (Twitter), «dialogue, négociation ou table-ronde, des attrape-nigauds lancés par le pouvoir, ont pour seul but de leurrer une opposition dont certains membres semblent déjà essouffés» et dont Katumbi ne se sent nullement «concerné»? Et d'ajouter, penser à une présence de Katumbi ? « Rien n'est plus faux ». Au fait, a-t-on jamais douté de l'engagement de la Nation pleine et entière aux côtés de ses forces armées ? Dès lors, s'il faut gagner cette guerre, que reste-t-il à faire sinon réorganiser nos forces armées et les monter en puissance ? Que viendrait y faire Fayulu ou un quelconque participant à ce Dialogue que n'ont pu faire à ce jour les Congolais ? Quand un jeune homme d'affaires passé en politique, Seth Kikuni, hier rencontré ici, aujourd'hui rencontré là, qui n'a désormais de cesse que de l'injure à la bouche, ne doit-on pas se demander ce qu'au final le pays porte comme modèle ?

KKMTRY ■

Comment être considéré comme politiquement compétent

par Musene Santini Be-Lasayon

Un groupe ethnique, une entité linguistique, une province, une confession religieuse, a beau disposer d'une intensité de qualités, de capacités et de compétences politico-idéologiques et techniques, il n'existe, dans aucune République démocratique au monde, une ethnie, une entité, une province ou de confession religieuse, qui ait reçu la mission d'occuper majoritairement ou exclusivement toutes ses institutions politico-juridiques, politico-administratives, politico-économico-financières et politico-socio-culturelles.

Ces qualités, capacités et compétences politico-idéologiques et techniques indispensables à l'exercice de toutes les hautes fonctions publiques, à la répartition juste et équitable des investissements tant publics que privés et à la sélection adéquate des meilleurs sites d'implantation des programmes et projets de développement sont plutôt trouvables chez quelques très rares citoyens dotés de la vertu politique et systématiquement identifiables au sein de diverses ethnies, entités linguistiques, provinces et confessions religieuses de la République. Le contraire découlerait d'une justice inique ou des traditions humaines corrompues. D'où, parmi les principales stratégies politiques les plus fiables, les plus viables et les plus rentables auxquelles recourent les véritables hommes d'État pour construire laborieusement et progressivement un État de droit ou une nation, et ce, surtout à partir d'un État de peuplement composite tel que le Congo pour lequel la large intégration nationale, l'esprit de convivialité entre ses citoyens et la protection de son intégrité territoriale doivent être en permanence

promus, cultivés et défendus, s'impose nécessairement, en plus des qualités, des capacités et des compétences politico-idéologiques et techniques requises, l'établissement des équilibres géopolitiques entre ses diverses communautés, mieux, entre ses différentes régions en matière de gouvernance publique. La République désigne la chose publique, mieux, une société gouvernée par l'intérêt public et uniquement dans cet intérêt. Elle appartient, indistinctement, à tous ses citoyens. Mais, seuls ceux de ces derniers qui sont particulièrement dotés de la vertu politique, qui sont donc foncièrement attachés à l'intérêt collectif, font à l'État un sacrifice continu d'eux-mêmes, de leurs répugnances, de leur avidité, de leur indiscipline, bref, de tous leurs appétits personnels, sont éthiquement appelés à la diriger à tous les niveaux de l'appareil de l'État.

ÉQUILIBRES GÉOPOLITIQUES. Ces qualités, capacités et compétences politico-idéologiques et techniques, indispensables à la bonne conduite des affaires de l'État et de ses divers entreprises, établissements et services publics, à la sélection juste et équitable des meilleurs sites d'implantation des programmes et projets de développement et à la répartition juste et équitable des investissements tant publics que privés ne se trouvent jamais, mais alors jamais, concentrées dans une seule et même ethnie, dans une seule et même entité linguistique, dans une seule et même province ou dans une seule et même confession religieuse. Ces qualités, capacités et compétences indispensables à l'exercice de toutes les hautes fonctions publiques sont plutôt trouvables chez quelques très rares citoyens dotés de la vertu politique et provenant de toutes ces différentes composantes socio-politiques d'un pays donné.

Cependant, pour parvenir à dénicher ces très rares citoyens indispensables au bon fonctionnement de l'État, de ses différents établissements, services et entreprises publics, leur demandeur doit être profondément et farouchement imbu, lui-même, de la vertu politique, principe politique fondamental duquel relèvent l'intégrité morale, la justice, l'équité, le courage et la volonté politique. Il s'agit là des éléments essentiels qui obligent tout leader ou chef politique de rechercher objectivement, activement, méticuleusement et méthodiquement ces oiseaux très rares dans toutes les composantes sociopolitiques précitées. Pour réussir cette tâche très difficile et très compliquée, il doit préalablement passer par de très rares honnêtes, justes et équitables chasseurs des meilleures têtes politiques et techniques, par de très rares honnêtes, justes et équitables sélectionneurs des sites appropriés d'implantation des programmes et projets de développement et par de très rares honnêtes, justes et équitables distributeurs des investissements tant publics que privés à travers le pays. Les leaders et chefs politiques qui s'adonnent consciencieusement et allègrement à ce genre d'exercice préalable à la constitution des équipes dirigeantes de différentes institutions publiques d'une République démocratique et qui parviennent à faire le meilleur casting national, peuvent être considérés comme étant politiquement compétents. Car, en tenant à impliquer dans la conduite des affaires de l'État les meilleurs talents politiques et techniques de leur parti politique, de leur regroupement politique ou de leur coalition politique provenant de différentes communautés et surtout de toutes les provinces du pays, il démontre qu'effectivement la République est la chose publique, qu'elle appartient à tous ses citoyens, mais que seuls ceux

de ces derniers qui sont foncièrement dotés de la vertu politique sont éthiquement appelés à la diriger à tous les niveaux de ses différentes institutions. Par contre, il faudrait tenir à l'œil les leaders et chefs politiques qui brandissent d'illusoires prétextes de communautés possédant les meilleures compétences politico-idéologiques et techniques en vue de justifier leur comportement sociopolitique pourtant injuste et inéquitable. Car, il se pourrait qu'il s'agisse là de dangereux promoteurs et défenseurs du népotisme, du tribalisme, de l'ethnocentrisme, du chauvinisme linguistique, du régionalisme, du fondamentalisme religieux, etc. Ces tares, congénitales ou socialement acquises, sont en réalité des constructions spirituelles et humaines négatives et rétrogrades. Sentiments foncièrement xénophobes et ultraconservateurs, ils enferment ceux qui les portent et les véhiculent dans des carcans communautaristes. Ils les poussent à exclure les «étrangers» à leurs divers milieux d'origines. Ils conduisent parfois soit à d'intenses et d'inextricables tribulations tels que les conflits intercommunautaires ou les rébellions, soit à la dislocation ou à l'implosion de certains États. Trois exemples concrets, puisés à travers le monde. ■ La Nouvelle Calédonie, un minuscule territoire français du Pacifique peuplé de diverses races et ethnies, vit, depuis près de cinq décennies, de graves tribulations dues à la domination géopolitique inqualifiable des Caldoches, les descendants des immigrants européens, en l'occurrence français, sur les Kanaks, les premiers occupants millénaires de cet ensemble de petites îles. ■ Après quasiment soixante-dix ans d'existence en tant qu'État de peuplement composite politiquement uni, l'omnipotente Union des Républiques Socialistes Sovi-

tiques, URSS, s'est finalement désintégrée, fin 1991, comme un amas de sable soufflé par un très violent vent. À cause, essentiellement, de la géopolitique de domination inouïe et insupportable de la République fédérée de Russie appliquée sur toutes les autres Républiques fédérées soviétiques. À ce sujet, Galia Ackerman témoigne : « Depuis plusieurs siècles, le peuple russe se considère comme porteur d'une idée messianique qui le rend plus proche de Dieu et de la vérité et qui justifie ses conquêtes territoriales et son ascendant sur d'autres peuples ». ■ Enfin, la République Islamique du Soudan qui s'est scindée en deux États distincts et séparés suite aux déséquilibres géopolitiques criants entre le Nord arabe, musulman, en voie de développement et dominant et le Sud noir, chrétien, animiste, sous-développé et dominé. Ces trois exemples typiques nous renseignent que les leaders et chefs politiques, qui tiennent réellement à l'instauration d'un véritable État de droit, à la fondation d'une véritable nation, au maintien et à la protection de l'intégrité territoriale de leur pays, doivent nécessairement promouvoir, sauvegarder, défendre et appliquer, durant tout leur mandat politique, le principe républicain, constitutionnel et démocratique d'équilibres géopolitiques en matière de gouvernance publique et de distribution juste et équitable des investissements tant publics que privés à travers leur pays. S'ils demeurent attachés aux sentiments xénophobes et ultraconservateurs tant décriés, c'est qu'ils sont incapables de travailler sincèrement pour l'intégration nationale, préalable à la fondation d'une vraie nation, au maintien et à la défense de l'intégrité territoriale de leur pays. En plus de leurs qualités, capacités et compétences quelconques avérées, les hommes et femmes

politiquement compétents sont particulièrement ceux qui sont profondément dotés du principe politique fondamental qu'Aristote, Montesquieu et Jean-Jacques Rousseau désignent, à tour de rôle, par le terme de « vertu politique ». Seul ce principe politique de base, renchérit Jean-Jacques Chevallier, « fait agir l'État-éthique », dont les véritables hommes d'État, ses serviteurs attirés, sont l'incarnation. En effet, foncièrement dotés de la vertu politique, ces derniers sont ouvertement et visiblement attachés à l'intérêt public. Ils font à l'État un sacrifice continu d'eux-mêmes, de leurs répugnances, de leur égoïsme, de leur avidité, de leur indiscipline, bref, de tous leurs appétits personnels. Ce type de leaders et de chefs politiques, Nelson Mandela, Julius Nyerere et Thomas Sankara par exemple, ne transforment jamais, mais alors jamais, leur propre communauté en centre d'intérêt national. Au contraire, censés se laisser toujours guider par ce principe lumineux dans toutes les affaires publiques qu'ils entreprennent, ils placent toujours l'intérêt général au-dessus de leurs petits intérêts particuliers. Car, ils ne visent rien d'autre que le développement intégral, intégré et durable de tout leur pays et le progrès social de tous leurs concitoyens. C'est justement ce type de leaders et de chefs politiques que les philosophes, les politologues et les sociologues entendent par l'expression homme d'État. D'où, parmi les principales stratégies politiques les plus fiables, les plus viables et les plus rentables auxquelles recourent les véritables hommes d'État pour transformer progressivement un État de peuplement composite en une véritable nation, promouvoir et défendre un État-éthique, maintenir et protéger l'intégrité territoriale d'une République, s'impose nécessairement, au-delà des compétences politico-idéologiques et

techniques requises, l'établissement des équilibres géopolitiques en matière de gouvernance publique. Et ce, surtout lors de la désignation des meilleurs candidats aux élections législatives nationales et provinciales, gubernatoriales, sénatoriales, municipales et locales au sein de leur parti politique, de leur regroupement politique ou de leur coalition politique. Ils se comportent également de la sorte à l'occasion de la nomination discrétionnaire de diverses personnalités à de hautes fonctions d'État. Ils se manifestent ainsi, enfin, lors de la répartition des investissements tant publics que privés et des richesses nationales entre les diverses entités territoriales décentralisées de base des différentes provinces de leur pays. En vue de leur bon fonctionnement et d'un certain équilibre dans leur développement. Conscients et convaincus d'être foncièrement dotés de la vertu politique pour le service public, les véritables hommes d'État ne se passent jamais des équilibres géopolitiques fondés sur les principes fondamentaux et fédérateurs de justice et d'équité. En effet, la géopolitique, telle qu'inventée par les socio-démocrates suédois il y a cent ans, se veut d'abord être l'étude approfondie des rapports entre les données naturelles de la géographie et la politique juste et équitable d'administration et de gestion d'un État donné, avant de s'étendre, de nos jours, aux rapports aussi justes qu'équitables régissant les divers États entre eux. Que ce soit sur le plan interne ou externe, les équilibres géopolitiques constituent la preuve tangible de la probité morale, de la justice et de l'équité qui caractérisent et doivent caractériser les véritables hommes d'État. À l'interne, ces derniers combattent, au moyen notamment des équilibres géopolitiques, les antivaleurs telles que le népotisme,

(Suite en page 5).

Ni trop riche, ni trop puissant, ni trop pauvre, ni trop impuissant

(Suite de la page 4). le clanisme, le tribalisme, le régionalisme, le fanatisme linguistique, le fondamentalisme religieux, etc, et leurs cohortes de discriminations, d'exclusions, d'injustices, etc, en matière de gouvernance publique, de répartition des investissements et des richesses nationales pour le développement. Ils valorisent, rapprochent et rassemblent ainsi les diverses communautés particulières entre elles. Ils renforcent et consolident la conscience nationale, l'unité nationale, la cohésion nationale des différentes entités régionales et la cohésion sociale des diverses communautés, surtout dans les États de peuplement composite. La large et profonde intégration nationale (politique, économique, sociale et culturelle) des États, surtout ceux dits de peuplement composite, en vue de la fondation d'une véritable nation ou de l'établissement d'un véritable État de droit, se réalise, lentement mais sûrement, notamment par le biais des équilibres géopolitiques mûrement réfléchis et stratégiquement montés, en matière de gouvernance publique, au cours des différents régimes politiques qui les dirigent. Les subterfuges communautaristes des chefs et leaders politiques égocentriques sont susceptibles de mener un État, surtout de peuplement composite, vers d'innombrables tribulations ou l'implosion tel que démontré plus haut.

TABLE DE LA CONVIVIALITÉ. Compte tenu de ces éventualités macabres et surtout des principes fondamentaux et fédérateurs de justice et d'équité, les planificateurs et sélectionneurs des sites d'implantation des programmes et projets de développement tant publics que privés, les chasseurs des meilleures têtes politiques et techniques, les caciques des partis politiques et le détenteur du pouvoir discrétionnaire de nomination se

trouvent indiscutablement au centre d'un État qui se veut constitutionnellement et pratiquement éthique. D'où, ils doivent s'armer d'intégrité morale, de justice, d'équité, de courage et de volonté politiques les obligeant de tenir toujours compte, non seulement des compétences politico-idéologiques et techniques, mais aussi et

surtout du principe républicain, constitutionnel et démocratique d'équilibres géopolitiques dans toutes les affaires publiques qu'ils entreprennent. En agissant ainsi, ils réduisent sensiblement les inégalités dans les domaines politique, économique, social et culturel entre les diverses communautés et entre les différentes régions

constituant leur pays. Ils favorisent ainsi l'émergence d'une très large classe moyenne par l'enrichissement général de toutes les communautés et de toutes les provinces de leur pays. Il s'agit plus précisément, ici, de l'émergence d'une société dans laquelle nul n'est ni trop riche, ni trop puissant, ni trop pauvre, ni trop impuissant.

Dans les sociétés de ce type, particulièrement observables dans les pays scandinaves, les antagonismes sociaux entre leurs différentes composantes socio-politiques sont moins forts que le sentiment d'appartenance à une communauté nationale en développement constant et relativement intégrée, équilibrée et harmonieuse. Une

communauté nationale dans laquelle tous les citoyens sont appelés, à en croire Martin Luther King Jr, « à s'asseoir, ensemble, à la table de la convivialité ou de la fraternité », le but ultime de tout État-éthique et de tout homme d'État. Irrémédiablement, lorsque les équilibres géopolitiques en matière de gouvernance publique et

d'investissements tant publics que privés deviennent plus précieux que jamais auparavant aux yeux de tous les citoyens et surtout de tous les dirigeants politiques, les droits inaliénables de toutes les entités politico-administratives et de toutes les communautés particulières d'un Congo sont généralement respectés.

M.S.BE-LASAYON ■

De la vertu et de l'homme de bien

Les propositions de Montesquieu parmi les plus fameuses et les plus commentées touchant la vertu, la classification des gouvernements, la modération, le législateur. Nous voudrions les comprendre, autant que nous le pourrions, comme des idées très anciennes qui reviennent dans le présent. L'avertissement ajouté à l'édition de 1757 ne nous donne d'autres exemples que ceux de la vertu et de l'homme de bien. Un lecteur qui comprendrait ici le mot « vertu » en un sens moral et chrétien et verrait en conséquence l'homme de bien avec les yeux du chrétien s'interdirait l'intelligence des quatre premiers livres de l'ouvrage. Pourtant, dans ces quatre premiers livres, rien n'est dit de la vertu ou de l'homme de bien, qui puisse nous faire croire qu'il s'agisse d'autre chose que d'une vertu politique, à savoir la vertu comme amour de la patrie et de l'égalité, et que l'homme de bien ne soit pas l'homme de bien po-

litique, qui possède la vertu politique, autrement dit qui aime les lois de son pays. La remarque inaugurale de Montesquieu ne vise pas à lever une ambiguïté présente dans les quatre premiers livres, mais plutôt à souligner l'effort de *traductio* requis chez le lecteur qui doit abandonner la conception ordinaire, morale et chrétienne, pour passer à une conception seulement politique de la vertu et de l'homme de bien. Pour un lecteur de Machiavel, au contraire, il n'y a là aucune nouveauté. Est-ce à dire que Montesquieu nous invite à entrer dans l'esprit des lois en adoptant, sur ce point, le tour d'esprit de Machiavel ? Le chapitre XV du Prince affirme qu'un homme qui voudrait en toute chose faire profession de bien irait à sa ruine au milieu de tant d'autres hommes qui ne sont pas bons. Ainsi, Machiavel, avant Montesquieu, écarte l'homme de bien chrétien ; et il dessine la figure d'un prince qui est vertueux au sens où il fait le nécessaire pour se maintenir

dans l'état de prince. Sa vertu consiste à pouvoir ne pas être bon et à faire usage ou ne pas faire usage de ce pouvoir au gré de la nécessité. Le prince qui s'adapte à la nécessité fera en sorte de paraître posséder certaines qualités de l'homme de bien, mais connaîtra aussi l'utilité de certaines mauvaises actions. Dans tous les cas, il faudra faire ce qui est utile et non se conduire en homme de bien au sens de la morale commune et du christianisme. La vertu machiavélique est donc politique, et non morale et chrétienne, dans la mesure où elle est cette qualité essentielle, et pour ainsi dire unique, du prince qui, conduit par la prudence, fait résolument ce qu'il doit faire en chaque occasion pour maintenir sa position ou la rendre plus favorable, sans se soucier de la moralité et du christianisme, sinon comme de circonstances dont il faut tenir compte et dont il faut tirer le meilleur parti. D'autres hommes, qui ne sont pas princes, peuvent posséder cette vertu ; un prince doit la posséder, car on ne saurait sans cela rester

durablement à la tête d'un État et encore moins fonder un État dont l'établissement soit durable. C'est donc dans le champ politique que cette vertu montre toute son utilité. Montesquieu est ainsi d'accord avec Machiavel pour dire qu'il y a une vertu qui, n'étant ni morale ni chrétienne, est seulement politique. Cependant, si nous en restons à la description de la vertu machiavélique comme la qualité d'un prince qui peut ne pas être bon et en use selon la nécessité, alors les différences entre cette vertu et celle dont parle Montesquieu sont manifestes, puisque la vertu politique n'est pas chez Montesquieu la qualité d'un homme, utile à celui-ci pour assurer sa domination, mais le principe de la démocratie. Étant une vertu dont l'utilité est républicaine et démocratique, elle n'est pas non plus l'apanage d'un citoyen qui se distingue par son excellence politique ; elle est au contraire une qualité qui, dans une démocratie bien réglée, sera largement répandue dans le corps social, pré-

sente chez un grand nombre de citoyens. De surcroît, cette vertu, qui intervient comme principe de la démocratie, ne consiste pas dans la résolution de celui qui, selon les conseils de la prudence, discernant les possibilités que lui offre l'occasion, s'engage sans hésiter dans l'action ; elle est plutôt amour de la patrie et de ses lois, ce qui, dans une démocratie, signifie aussi amour de l'égalité. À vrai dire, la vertu du prince machiavélique ne nous donne pas une idée complète de ce qu'est la vertu politique dans l'œuvre de Machiavel. Le livre II chapitre 2 des Discours oppose la religion des Anciens au christianisme des Modernes et nous offre à cette occasion quelques indications sur la vertu politique dans un cadre républicain. Des hommes tournés vers l'action et la gloire mondaine, terribles, habitués au sang et à la férocité, et qui font résider le bien suprême dans la force de l'âme et du corps, voilà les figures que la religion païenne honore et célèbre. À l'opposé, le christianisme ou, du moins,

l'interprétation de la religion chrétienne qui a prévalu, honore l'humilité, la mortification et le mépris de ce qui est ici-bas. C'est pourquoi le monde est la proie des scélérats, puisque les hommes de vertu le délaissent. La religion antique procède d'une transcendence qui resserre les hommes dans le monde et y insuffle la vertu. La religion chrétienne, telle qu'elle est généralement comprise, dispose à la fuite, à l'abandon du monde qui reste sans vertu. Machiavel toutefois envisage une conciliation du christianisme et de l'héritage antique qui permettrait qu'existent des hommes qui aiment leur patrie, l'honorent et ont les qualités nécessaires à sa défense, à l'intérieur de la religion chrétienne. Pour qu'un tel patriotisme des chrétiens devienne actualisable, il faut, dans un premier temps, se mettre à l'école des anciens païens, oublier saint François et imiter Hannibal. Il faut aimer Dieu à travers sa patrie et non délaissé la politique pour rechercher la sainteté.

Éditions de la Sorbonne.

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

À l'Est, malgré la guerre, on se construit l'avenir



Il commence sa vie en 1995 à Goma au Nord Kivu comme gérant d'une pharmacie de quartier Rof-Pharma. Il reçoit en 2000 son décompte final : 500 \$US. Un an plus tard, en 2001, il crée sa propre pharmacie Akiphar qu'il transforme en Éts Akiphar. Elie Joseph Akilimali (photo ci-dessus) fournit

des produits pharmaceutiques, alimentaires et des semences à la population et aux ONG (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Save the Children, Comité International de la Croix-Rouge, Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge, Médecins Sans Frontières, Organisation Mondiale de

la Santé, Alliance pour l'Action Médicale Internationale, BBoxx, GalaxY, ALDI, World Relief, etc.) que la guerre fait déverser et qu'il accueille comme locataires dans ses maisons et appartements. Vingt ans plus tard, Élie Joseph Akilimali devenu P-dG multimillionnaire en \$US. Il se projette sur Kananga et Kalemie et transforme les Éts Akiphar en Société Mont Gabaon Sarlu, conglomé-

rat de plusieurs entreprises, une impressionnante minoterie Mont Gabaon Minoteries, une société de construction et d'ingénierie Mont Gabaon Construction, le nouveau-né Mont Gabaon Airlines avec une flotte de quatre avions. Élie Joseph Akilimali est loin d'être un cas isolé ici. À l'Est, que de multi-millionnaires en \$US. Malgré la guerre, l'Est se construit l'avenir. Reportage.

Quand Bunia se met sur la voie de Goma au plan des infrastructures

Bunia, Ituri.

À l'extrême Nord-Est du Congo se trouve l'Ituri, la province dont la capitale a pour nom Bunia. La frontière Est de l'Ituri est bornée par le lac Albert autrefois appelé Lac Mobutu Sese Seko qui sépare le Congo du pays voisin, l'Ouganda.

Le lac Albert est le plus septentrional de la chaîne de lacs de la vallée du Grand Rift. Long de 160 kms et 30 kms de large, avec une profondeur maximale de 51 m, les poissons de ce septième lac d'Afrique par la superficie meurent de vieillesse.

CE BUNIA SE TRANSMUTE.

De la ville de Bunia à ce lac, à l'extrême-Est, il vous faut une heure de route. Faut-il faire montre de témérité pour approcher cette nappe d'eau ? Ce n'est certainement pas faux. Quand vous disposez d'une journée, entre prendre le risque de vous rendre à ce lac et vous offrir un tour de la cité, nul n'a le tournis. Premier constat en parcourant cette ville de trois communes : la transmutation. S'il y a trois ans, en 2021, Bunia comptait 6 kms de route bitumés, la ville en compte une vingtaine désormais, depuis l'état de siège. «Hier, les millions de \$US de rétrocession que Kinshasa déversait mensuellement à Bunia étaient distribués à des personnalités locales par des personnalités de Kinshasa. Aujourd'hui, ces millions vont aux infrastructures», assure un homme trouvé boulevard de Libération. «L'état de siège a transformé la ville et la province avec à la tête un gouverneur militaire, le Commandant des Opérations, le Lieutenant-Général Johnny Luboya N'kasha-



À Bunia, impressionné par les récits des bâtiments en construction de l'Université, le Prof. Tryphon Kin-kiey Mulumba demande au Gouverneur militaire à les visiter avant d'immortaliser son passage avec les membres de sa délégation. DR.

ma. Le Général fait honneur à l'État», poursuit-il. À ceux qui craindraient de faire le voyage de Bunia pour son passé voire, pour son présent tragique, rébellions, milices communautaires, Simba, UPC, Union des Patriotes Congolais du Hema Thomas Lubanga, Codeco, Coopérative pour le Développement du Congo, groupement de milices composé de Lendu, mercenaires blancs, 1.800 soldats français d'une force d'initiative européenne Artémis dont ce fut ici la base, soldats onusiens de la Monuc, puis de la Monusco, etc., qu'importe ! Ils manqueraient une occasion de mettre un autre nom au mot résilience. Certes, il faut encore beaucoup pour Bunia si la capitale de l'Ituri veut un jour concurrencer la grande ville de l'Est, Goma, que Mobutu, s'il revenait, aurait du mal à reconnaître hormis l'aéroport toujours en forme de gare routière qui remonte aux années Mathusalem, que nul ne comprend qu'il n'ait reçu à ce jour aucun coup de peinture quand

tous les quartiers de la ville touristique du pays qui longe son lac deviennent Singapour par un incroyable boom immobilier placé sur la dernière lave en date déversée par le volcan Nyiragongo. Nul ne voit ailleurs dans le pays autant de villas, d'hôtels, de duplex, d'immeubles ultra luxueux à plusieurs étages pousser tant à vue d'œil. Qu'importe ! Il faut le dire : la capitale de l'Ituri n'en serait pas loin. Il suffit d'en voir le potentiel. Les firmes ou usines qui s'y implantent ou s'y sont implantées avec parfois des noms prestigieux : menuiserie semi industrielle, usines à goudron de la société I&I, Safricas et Mont Gabaon, usines d'eau minérale Canaan Water, Risac, La Vie, la firme Sokimo/Electrokimo si connue dans le monde qui produit l'or et l'électricité distribuée dans tout l'Ituri, l'abattoir industriel de Bunia, qui, sous Mobutu, fut le deuxième du continent, connu pour avoir été l'unique abattoir du Zaïre à approvisionner le pays en

viandes de bœuf, de porc, en poissons du lac, etc., conservés avec respect par la chaîne du froid. Reste ce que personne ne sait à Kinshasa : et si l'Est se construisait son avenir ? Par l'érection de ses bâtiments, gigantesques et impressionnants, initiative du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui assure avoir hâte à venir les inaugurer, l'Université de Bunia, par sa modernisation, fera concurrence à une multitude d'établissements universitaires du continent. Comment oublier cette nouvelle porte d'entrée et de sortie aérienne de la ville et de la province et, qui sait, demain, du Congo, l'Aéroport de Murongo, à Bunia, en voie de se doter dans un tout proche avenir, de nouvelles infrastructures ? Nouvelle aérogare, nouvelle tour de contrôle, nouvelle caserne anti-incendie, nouveau tarmac, piste d'atterrissage et de décollage agrandie et élargie pouvant recevoir des avions de type Airbus A320, cela grâce à

un préfinancement d'une firme locale, Mont Gabaon Sarlu Construction.

CES DÉFIS À RELEVER.

Certes, Bunia comme l'Ituri, a encore d'importants défis à relever qui n'existent pas (ou existent peu) ailleurs au Congo. Le vivre ensemble. La ville compte plusieurs tribus issues du territoire et des environs : les Biras, les premiers occupants de Bunia, arrivés avant l'époque coloniale, les autres (Walendu, Hema, Gegere, Nande, Lendu, Nyali, Alur, Lugbara, Lese, Kakwa, Ndo, Ukebu, Kalikoo, etc.), viennent de différentes chefferies environnantes. Si certains quartiers de Bunia sont multiethniques, la ville compte nombre d'aires protégées de peuplement nourissant la haine ethnique. Les Hema se trouvent dans les quartiers Nord de Bunia, à Muzipela, Bakongolo, Bigo et Ngezi ; les Bira vivent dans les quartiers de Dele et de Hoho, commune de Mbunya ; les Nande ont choisi d'être essentiellement présents

dans le quartier commerçant de Yambi Yaya. La capitale de l'Ituri a connu de multiples affrontements interethniques armés. Des combattants Lendu et Bira fiers d'être les premiers occupants d'ici estiment se trouver chez eux, n'ont de cesse de s'attaquer aux Hema dont les membres sont fortunés, dominants, trop proches des régimes de Kigali et de Kampala. Lors de la prise de la ville par l'UPC Hema, dans les quartiers Nord de Bunia à majorité Hema, des habitations des Bira et Lendu furent sauvagement saccagées et des membres des communautés Lendu, Bira et Nande tués par un groupe d'autodéfense de l'UPC porté par le général Bosco Ntaganda, de son vrai nom Rutaganda Ntibatunganya, un chef de guerre Tutsi rwandais, condamné à 30 ans de prison pour crime contre l'humanité, détenu à La Haye par la CPI. En 2013, de mars à juin, a eu lieu à Bunia ce qui est désormais connu comme «la bataille de Bunia» lorsque des opérat-

tions de «nettoyage ethnique» furent conduites. Le 4 septembre 2020, plusieurs dizaines de combattants de la milice Codeco, firent irruption dans le centre de Bunia. Ni les Forces armées loyales, FARDC, ni les forces onusiennes de la Monusco ne purent intervenir militairement. La milice exigea la libération de ses miliciens détenus dans la prison de Bunia. Après négociation, elle quitta la ville après avoir reçu des réserves de nourriture données par l'armée. Après sa marche à pied quasi quotidienne, le Commandant des Opérations, le Gouverneur militaire, le Lieutenant-Général Johnny Luboya N'kashama, développe quelques récits. Le mieux et le plus assurant : «N'ayez aucune crainte. Allez vous promener dans la ville comme vous voulez. Moi, je fais le pied quand je veux et partout où je veux. Celui qui pense un jour me prendre doit savoir qu'il sera pris avant qu'il ne me prenne».

T. MATOTU ■

En Ituri, un homme écoute son corps, ose se lancer, sans tout savoir

Souvent, il suffit d'un peu de courage pour faire basculer une vie. Il faut parfois savoir écouter son corps, oser se lancer sans tout savoir, prendre des risques et agir face à l'incertitude même si cela peut, chez certaines personnes, conduire à un bug: « Attention Danger ». Élie Joseph Akilimali, P-dG de la firme Mont Gabaon Sarlu Construction, en abrégé MG Sarlu Construction, a eu un jour ce toupet. En écoutant son corps, par cette volonté, cette hardiesse, cette assurance effrontée, cette détermination, l'homme est venu à faire basculer l'avenir de l'une de plate-formes aéroportuaires du pays, celle de Bunia, l'Aéroport de Murongo, en Ituri.

Un jour, Élie Joseph Akilimali, patron d'une Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée, Mont Gabaon Sarlu Construction, profite du passage à Bunia du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, ose lever la main, s'essaie, pour ne pas dire, s'aventure.

LE TOUPET.

Au centre : l'avenir de la province, le développement de l'Ituri, qui appelle sa porte d'entrée et de sortie aérienne. Donc la mise à niveau de l'Aéroport de Murongo à Bunia qui commence par sa modernisation physique, la montée en puissance de ses capacités d'accueil. Que faire pour arriver à la transformation de la plate-forme de cette grande ville stratégique du Nord-Est du pays, aux confins de l'Ouganda, du Kenya voire du Soudan ? Au centre, la question du financement. Dans la salle, un homme, inconnu du président de la Répu-



Ci-haut, visite de la piste de l'Aéroport de Murongo à Bunia par la délégation du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-SA. Ci-bas, le bâtiment administratif achevé de l'aéroport. DR.



blique, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, lève la main, se présente, assure. Son nom : Élie Joseph Akilimali. Ses fonctions : P-dg de l'Entreprise Mont Gabaon Sarlu Construction, spécialisée dans des activités de construction, de génie civil, du bâtiment, des travaux publics avec siège à Bunia, avenue Pacifique, quartier Bankoko, commune de Shari. L'homme se dit en

mesure de prendre le projet à bras-le-corps, d'en trouver sans attendre le financement, en clair, de préfinancer les travaux de modernisation de l'Aéroport de Murongo. Il demande de se faire accompagner par les pouvoirs publics, l'État, d'être remboursé plus tard, à partir des conditions à négocier, se dit « prêt à aller en discussions dans l'intérêt du développement de la ville, de la

province, de l'Est du pays, du pays ». Les points forts de Mont Gabaon Sarlu Construction ? Élie Joseph Akilimali brandit ce qui est visible sur le site de sa firme (montgabaonrdc.com) : « Une entreprise congolaise multisectorielle spécialisée dans les grands travaux, les routes, les ponts, les aéroports, dans la construction de bâtiments résidentiels, commerciaux et industriels. Fondée en

2021, Mont Gabaon Sarlu Construction a à son actif plusieurs réalisations significatives tant dans les grands travaux publics que privés. Mont Gabaon Sarlu Construction a acquis une solide réputation pour son engagement envers la qualité, l'innovation et la satisfaction du client. Chaque organisation a un impact sur le monde qui l'entoure. Être une entreprise responsable signifie être transparent sur

les difficultés, les mesurer avec précision, agir pour les minimiser. C'est ce que nous faisons dans le cadre de notre stratégie de développement durable alors que nous nous efforçons de protéger l'environnement et d'aider les gens à prospérer ». Sur le coup, le Chef de l'État ne cache pas sa surprise, son admiration, son intérêt pour cette offre. Il doit cependant au préalable s'assurer que celui qui est face

à lui n'est pas un plaisantin. Informations prises et recoupées, Élie Joseph Akilimali est un grand nom dans la région, voire dans la sous-région, à l'Est. Il est installé voire assis économiquement. C'est un multi-millionnaire en \$US.

LE GO DU PRÉSIDENT.

Mont Gabaon Sarlu Construction s'occupe aussi de travaux d'asphaltage. « Dotée d'une station de concassage avec des équipements de dernière génération, basés dans la province de l'Ituri pour l'étude et la réalisation des projets que nos clients nous confient. Mont Gabaon Sarlu Construction réalise les projets avec ses propres engins, par des experts dans ce domaine ».

Depuis peu, la Société dispose d'une compagnie d'aviation, Mont Gabaon Airlines et compte une flotte de quatre avions : un Boeing 767-200, deux ATR 42/72.

Lancée le 19 juin 2024, la nouvelle compagnie aérienne « a pour but de contribuer à la connectivité de diverses régions du Congo, celles auxquelles d'autres compagnies aériennes n'ont peut-être pas (ou ne trouvent pas l'intérêt d'y aller), devenant une réelle solution pour ses passagers impressionnés par leur expérience à bord ». Depuis la ville de Goma, Mont Gabaon Airlines assure tous les jours, sauf le mercredi, décréte jour off, des liaisons quotidiennes sur les villes de Kalemie, Lubumbashi, Beni, Bunia, Isiro, Kisanгани et, depuis peu, sur Kinshasa, avec ce Boeing 767-200 pris en location, le 27 août 2024, à la compagnie Air Zimbabwe. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a donné le go de principe. Dans une province en état de siège, il a instruit le Commandant des Opérations et Gouverneur militaire, le

(Suite en page 9).

L'Aéroport de Murongo tourne la page aux infrastructures de la colonisation

(Suite de la page 8).

Lieutenant-Général Johnny Luboya N'kashama, de suivre de près le dossier et de lui faire rapport. Face au Gouverneur militaire, Élie Joseph Akilimali complète sa carte de visite : travaux de modernisation et d'asphaltage de plus de 50 kms de routes dans les villes de Bunia et de Goma; construction de ponts dans la ville de Bunia ; réhabilitation et entretien de 187 km de piste provinciale en Ituri; travaux de revêtement routier au Nord Kivu ; construction d'immeubles résidentiels et de bureaux au Nord Kivu ; construction d'une minoterie ultramoderne au Nord Kivu; construction de plus de 100 entrepôts dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri ; étude de faisabilité pour la construction d'un port lacustre moderne sur le lac Albert, etc. Le dossier est clos. Le 26 mars 2023, le contrat de modernisation de l'Aéroport de Murongo est signé par les parties. Il porte la référence 01/003/CAB/PROGOU/CGPMP/PI/2023. Délai convenu : 36 mois, à partir du 26 mars 2023. Y compris la période de mobilisation. Date de fin des travaux : 26 mars 2026. Les travaux peuvent commencer. Ils portent sur quatre lots : réhabilitation, élargissement de l'ancienne piste héritée de la colonisation et son prolongement de 650 m visant à accueillir des avions de type Airbus 320; construction d'une nouvelle aire de stationnement et de deux voies de circulation ; construction d'une nouvelle aérogare de l'aéroport ; construction d'un bloc technique de la tour de contrôle et d'une caserne anti-incendie. Mission de contrôle et de surveillance des travaux assurée par le bureau INTAIRPLAN GmbH. L'exécution du projet à charge de l'Autorité Provinciale



Ci-haut, la vieille aérogare de l'Aéroport de Murongo issue de la colonisation. Ci-bas, le Lt-Général Johnny Luboya N'kashama. DR.



de l'Ituri, en clair, le Commandant des Opérations et Gouverneur militaire de l'Ituri, le Lieutenant-Général Johnny Luboya N'kashama (sous la tutelle du Ministère national des Transports, Voies de Communication et de Désenclavement). La Société d'État, RVA-SA, Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, qui a sous sa gestion, une cinquantaine d'aéroports internationaux et nationaux et des aérodromes du pays, citée dans le contrat comme « la bénéficiaire » de ces infras-

structures. Quelques mois plus tard, avec l'arrivée d'un convoi de camions-bennes, de matériaux de construction, de spécialistes dont des expatriés, les travaux de modernisation de la piste-tarmac, du terminal, de la tour de contrôle et de la caserne de pompiers, commencent à faire changer Murongo.

ÉLIE ASSURE. Mi-septembre 2024 quand atterrit à Bunia une forte délégation du Conseil d'Administration de la RVA-SA conduite

par son président, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, deux immeubles sont debout : la caserne anti-incendie «digne de faire pâlir d'envie l'Aéroport International de Kinshasa», constate le président du Conseil d'Administration ; et le bâtiment administratif. Engagés, les travaux du nouveau tarmac se buttent néanmoins à quelques difficultés, liées à des contingences. Ce qui déplaît les dirigeants de Mont Gabaon Sarlu Construction, explique son directeur technique, Barry

Boubacar. «Nous aurions voulu aller plus vite. Aujourd'hui, nous serions bien loin dans la réalisation du contrat», confie-t-il au président du Conseil d'Administration de la RVA-SA. D'une part, sur l'aire de stationnement, l'occupation par la Monusco de plus de 50% de la surface de la nouvelle aire et par l'actuelle aérogare. Autres problèmes qui risquent de compromettre le délai de livraison des travaux ? Sur la piste aérienne à élargir et à agrandir, il faut parvenir à

obtenir la libération, dans le quartier Bandy, d'un espace spolié par des habitants. S'il est prévu dans le contrat un total de 650 m, 350 m étaient disponibles à la signature de celui-ci. Mont Gabaon Sarlu Construction avait pu obtenir la libération de certains espaces par la négociation et le dédommagement mais cela n'avait permis de disponibiliser que 250 m. Il en reste encore 100 m à dégager dans la zone de la piste et 200 m dans la zone de prolongement d'arrêt. Soit un total de 300 m dont Mont Gabaon attend la libération si l'entreprise veut tenir ses délais. Déjà, le contrat avait enregistré un an de retard dû à l'état des routes et à l'insécurité alors récurrente sur les voies de communication suite à la présence de milices armées bloquant l'arrivée depuis l'Ouganda, des engins de concassage et de terrassement. Mais, Mont Gabaon Sarlu Construction veut croiser les doigts. Si la firme compte avec l'inévitable, un petit glissement - expression consacrée - elle assure pouvoir être au rendez-vous du 26 mars 2026. Ce jour-là, Ituriens et Congolais seront

fiers de leur aéroport et pourront applaudir des deux mains Mont Gabaon Sarlu Construction. Signe précurseur de cette pleine confiance en eux ? Sorti vainqueur avec une victoire écrasante aux élections du 20 décembre 2023, Félix Antoine Tshisekedi avait reçu les félicitations de Mont Gabaon et de son P-dg. Des mots qui en disent long sur l'estime qu'Élie Joseph Akilimali porte au président congolais : « Au nom de tout son personnel et en son nom propre, Élie Joseph Akilimali, le P-dg de la Société Mont Gabaon Construction, réitère son accompagnement dans la réalisation des grands projets de construction des infrastructures routières et aéroportuaires initiés par l'État congolais à travers les provinces du pays pour un Congo plus uni, plus fort, plus prospère et émergent. Que votre second mandat soit un mandat fructueux et de continuité des travaux de développement que vous avez amorcé à travers la République durant votre premier mandat. Tout le peuple congolais compte sur votre sens de leadership avéré ».

T. MATOTU ■

Dans six mois, la RVA-SA sort des terres une polyclinique moderne à N'Dolo

Ce fut l'événement historique. Mardi 17 septembre 2024, agents et cadres de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, ont vu se dérouler une cérémonie qui n'avait jamais eu lieu depuis que la RVA existe. Sur cette plate-forme aéroportuaire de Ndolo, qui fut le premier aéroport du pays à recevoir le 3 avril 1925 les premiers vols de la Compagnie Royale Belge, qui abrita, dans une autre vie, le Centre de Contrôle Régional, CCR, le premier site du Congo à accueillir une messe sans incident célébrée par un pape, François, s'apprête à voir s'ouvrir, dans six mois, à compter de mardi 17 septembre 2024, un autre événement lié cette fois au bien-être social des agents de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme.

Sur décision du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, qui a décidé d'affecter les fonds nécessaires, soit \$US 816.388,00, en fonds propres, la Direction Générale de la RVA-SA est passée à l'exécution, comme l'exigent les différents textes. Devant le président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, entouré d'Administrateurs de la société de l'État, de directeurs et sous-directeurs, le Directeur Général de la RVA-SA, Léonard Ngoma Mbaki a organisé mardi 17 septembre 2024 une cérémonie de pose de la première pierre du premier hôpital de l'histoire de la Société. Un bâtiment d'un étage qui va voir le jour sur une superficie de 2.412,18 m2 avec, au rez-de-chaussée, les services organisés et conformes aux normes et standards



Ci-haut, la maquette de la Polyclinique de la RVA-SA qui sort des terres dans les six mois à venir, dont la pose de la première pierre a eu lieu le mardi 17 septembre devant le président du Conseil d'Administration, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, entouré d'Administrateurs de la société de l'État et des directeurs et sous-directeurs de la RVA-SA. DR.



dignes d'une Polyclinique moderne avec salles d'hospitalisation, maternité, bloc opératoire, laboratoire, salle d'échographie, chambres individuelles, service de radiologie, blocs sanitaires. Le premier étage abritera les services d'administration et des chambres individuelles d'internement des patients, avec 42 lits.

« LE PEUPLE D'ABORD ». Pour Léonard Ngoma Mbaki, « c'est la vision phare du Président de la République, Chef de l'État,

SE Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, « le Peuple d'abord », que la RVA-SA a ainsi exprimée ». L'ouvrage, a poursuivi le Directeur Général, « marque, pour la Régie des Voies Aériennes, un tournant sans précédent, presque une première depuis la création de l'entreprise ; c'est la mise en place des conditions qui permettront d'endiguer les faiblesses de notre système social qui a longtemps souffert de maux (rupture à répétition des conventions avec

d'autres formations médicales locales, non maîtrise et la gestion à vue des paramètres sanitaires du personnel, désarroi du personnel devant des situations des maladies avec comme impact la baisse du rendement au travail, dépenses et des remboursements intempestifs des soins médicaux administrés aux agents et de manière incontrôlée dans les formations médicales locales et parfois à viabilité peu recommandée, etc ». Un centre « qui vise le maintien en condi-

tion de santé efficiente de l'ensemble du personnel de l'entreprise », « fruit de l'expertise interne de notre Entreprise, tant dans les études que dans l'exécution ». Désormais, plus que jamais, la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, « nourrit l'ambition de la concrétisation de la trilogie « corps sain, esprit sain et productivité saine », fer de lance vers une entreprise à gestion sociale civilisée, moderne ». « Un instant qui augure une ère nou-

velle de révolution et de progrès social véritable à la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme », a poursuivi le Directeur Général de la RVA-SA. Pour Léonard Ngoma Mbaki, l'ouvrage annoncé intègre le double souci de résoudre une fois pour toutes l'épineuse préoccupation de voir notre personnel bénéficier d'un environnement médical digne de notre entreprise d'une part et d'autre part, de voir mener à leur pleine et réussie exécution, ces travaux pour le plus grand bien du

personnel de la RVA-SA. Mme la Directrice de l'Aéroport de Ndolo, Masimasi Dele, appelée ici commandant d'aéroport - pour rendre indélébile l'appellation des premiers dirigeants des aéroports congolais qui furent des militaires - avait pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux hauts dirigeants de la RVA-SA, remerciant le Conseil d'Administration de la RVA-SA et sa Direction Générale pour « la réalisation de ce projet salutaire ». Mme le médecin de la Polyclinique, Cécile Diba n'a pas caché son empressement de vouloir définitivement tourner la page d'un « service qui fut au départ un simple dispensaire installé dans l'enceinte de l'Administration Centrale, devenu polyclinique logée dans un bâtiment de location depuis 1997 quand le besoin d'une infrastructure propre à la Régie des voies aériennes a toujours été exprimé auprès de nos autorités ». Elle explique que si « notre secteur médical a rang d'un hôpital actuellement grâce à son plateau technique, aux activités organisées en l'occurrence, la Médecine générale, la chirurgie générale, la gynécologie obstétrique, la pédiatrie, la nutrition-diététique, la kinésithérapie, la dentisterie, le laboratoire et l'hospitalisation », l'édifice à venir « permettra à la polyclinique d'élargir ses services jusqu'aux spécialités qui manquent, d'augmenter la capacité d'accueil qui est de 23 lits actuellement, d'ajouter les équipements modernes, d'être ouvert à la population environnante et de chercher à signer des conventions avec d'autres entreprises qui manquent de service médical ». But ultime du projet: « fournir des soins de santé de qualité à moindre coût aux ayants droit de la RVA-SA dès lors que l'homme, au centre de toutes les activités, doit être en bonne santé et pris en charge en cas de maladie, cela dans de bonnes conditions ». **ALUNGA MBUWA**

L'économie nationale annoncée par la BCC sur le sentier d'une croissance soutenue

Sur l'évolution de la conjoncture économique intérieure allant du 6 au 13 septembre 2024, les décaissements en faveur des dépenses courantes, selon la Banque Centrale du Congo, BCC, se sont chiffrés à CDF 326,6 milliards contre une prévision de CDF 1.637,7 milliards. La rubrique «salaires des agents et fonctionnaires de l'État» a enregistré un taux d'exécution de 3,1%. Les frais de fonctionnement des institutions et ministères, prévus à hauteur de CDF 482,8 milliards, ont été exécutés à 32,3% des prévisions du mois. S'agissant des dépenses en capital, elles ont été exécutées à hauteur de 31,8% de leur programmation mensuelle chiffrée à CDF 488,1 milliards. S'agissant du taux de change, en cumul annuel, le CDF, franc congolais, a perdu près de 5,71% de sa valeur sur le marché officiel et 6,42% au parallèle contre des dépréciations respectives de 21,09% et 16,65% à la période correspondante de 2023. Les réserves internationales sont de \$US 6.222,87 millions au 11 septembre 2024, soit 14 semaines d'importations.

La présente note de conjoncture économique analyse l'environnement économique international et examine l'évolution de la conjoncture intérieure pour la période qui va du 6 au 13 septembre 2024. A l'échelle mondiale, l'environnement économique récent a comme constance l'incertitude quant à la trajectoire de l'inflation, sur fond du ralentissement de la désinflation observée au premier semestre 2024. Ce ralentis-



De haut en bas, de g., à dr., les membres du Gouvernement Suminwa en charge du Budget Aimé Boji Sangara Bamanyirue, des Finances Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi, de l'Économie Daniel Samba Mukoko et la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo, Marie-France Malangu Kabedi Mbuyi. DR.

sement est expliqué notamment par une évolution divergente des prix des services et des biens. L'inflation dans les services reste encore élevée alors que celle des biens a fortement ralenti. Toutefois, après une accélération enregistrée au premier semestre 2022, l'inflation a ralenti autant qu'elle avait augmenté à la faveur des resserrés synchronisés des politiques monétaires par les grandes banques centrales des pays avancés et la stabilisation de l'économie mondiale conjuguée à la diminution de la réper-

ussion des chocs globaux antérieurs. S'agissant particulièrement des économies avancées, l'inflation a fortement ralenti.

MAINTIEN DE LA STABILITÉ. Aux États-Unis par exemple, l'inflation globale est passée de 9,1% à fin juin 2022 à 3,0% en juin 2023 avant de se stabiliser autour de 3,1% en moyenne en 2024. Dans la zone euro, l'inflation globale a baissé allant d'un pic de 10,6% en octobre 2022 à 2,4% en octobre 2023, soit son niveau le plus bas depuis la crise

et s'est stabilisée en moyenne autour de 3,5% en 2024. Dans ce contexte, les principales banques entendent l'assouplissement des conditions monétaires et certaines d'entre elles ont déjà amorcé le desserrement, notamment la Banque Centrale Européenne, BCE en sigle, établie le 1er juin 1998 et située à Francfort-sur-le-Main en Allemagne, la principale institution monétaire de l'Union européenne, établie sur un modèle fédéral et la Banque d'Angleterre, la banque centrale du Royaume-Uni,

située dans la Cité de Londres, connue sous le nom de « La vieille dame de Threadneedle Street ». La FED, Federal Reserve Board, la banque centrale des États-Unis créée le 23 décembre 1913 par le Federal Reserve Act, dit aussi Owen-Glass Act, à la suite de plusieurs crises bancaires dont la panique bancaire américaine de 1907, qui avait clairement indiqué son intention de réduire son taux d'intérêt lors de la réunion de septembre courant, a annoncé mercredi 18 septembre 2024 qu'elle baisserait son taux

d'intérêt de référence à une fourchette cible comprise entre 4,75% et 5,00%, soit une réduction agressive d'un demi-point. D'aucuns estiment que cette baisse des taux pourrait contribuer à relancer les flux obligataires vers les économies émergentes et en développement. Quant à la BCE, elle a réduit jeudi 12 septembre 2024, le taux de la facilité de dépôt de 25 points de base, le situant à 3,5%, reflétant les perspectives favorables de l'inflation et une meilleure transmission de la politique. En outre, les taux

d'intérêt sur les opérations principales de refinancement et la facilité de prêt marginal ont été abaissés respectivement à 3,65% et 3,90%. De même, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur de 25 points de base à 5% lors de sa réunion d'août 2024 et a signalé qu'elle agirait avec prudence pour assouplir davantage sa politique monétaire jusqu'à ce que l'inflation reste modérée. La conjoncture économique intérieure se caractérise par le maintien de la stabilité sur les

(Suite en page 14).

ÉVOLUTION DU PLAN DE TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MOI DE SEPTEMBRE 2023 - 2024 (EN MILLIARDS DE CDF)

| RUBRIQUES | RÉALISATION 2023 | | Au 11 septembre 2024 | | | Cumul au 11 septembre 2024 | | |
|---------------------------------------|-------------------|-----------------|----------------------|---------------|---------------|----------------------------|----------------|--------------|
| | Mois de septembre | Cumul septembre | Program. | Réalisation | Exéc. en % | Program. | Réalisation | Exéc. en % |
| Douanes et accises (DGDA) | 421,7 | 3664,4 | 506,3 | 143,4 | 28,3 | 4552,7 | 3967,8 | 87,2 |
| Impôts directs, indirects (DGI) | 1107,4 | 7920,0 | 1897,6 | 136,6 | 7,2 | 10139,8 | 10036,9 | 99,0 |
| Recettes non fiscales (DGRAD) | 209,1 | 2169,6 | 373,6 | 76,6 | 20,5 | 2745,7 | 2750,4 | 100,2 |
| Pétroliers Producteurs | 45,5 | 295,0 | 67,7 | 0,0 | 0,0 | 415,9 | 364,1 | 87,6 |
| Dons et autres recettes | 60,8 | 117,9 | 0,0 | 1,7 | 0,0 | 0,0 | 783,2 | 0,0 |
| Total revenus et dons | 1844,5 | 14166,8 | 2845,2 | 358,3 | 12,6 | 17854,1 | 17904,5 | 100,3 |
| Dépenses courantes | 1135,4 | 10905,7 | 1637,7 | 326,6 | 19,9 | 13042,8 | 11242,9 | 86,2 |
| Salaires | 547,8 | 5359,8 | 699,0 | 21,7 | 3,1 | 6477,3 | 5679,7 | 87,7 |
| Intérêt sur la dette | 12,6 | 153,0 | 35,0 | 14,0 | 39,9 | 223,5 | 323,4 | 144,7 |
| Dont dette extérieure | 3,5 | 45,0 | 9,2 | 2,0 | 21,7 | 70,5 | 101,0 | 143,2 |
| Frais de fonct. Inst. et Min. | 330,7 | 3457,0 | 482,8 | 155,8 | 32,3 | 3777,3 | 3063,1 | 81,1 |
| Institutions Politiques | 150,6 | 1377,7 | 207,6 | 61,8 | 29,8 | 1568,2 | 1321,4 | 84,3 |
| Ministères | 180,2 | 1950,2 | 275,3 | 94,0 | 34,2 | 2209,1 | 1741,7 | 78,8 |
| Dépenses en capital | 176,4 | 1849,4 | 488,1 | 155,0 | 31,8 | 2325,5 | 1912,2 | 82,2 |
| Amortissement de la dette | 81,9 | 278,3 | 79,4 | 13,3 | 16,8 | 358,3 | 258,4 | 72,1 |
| Autres dépenses | 321,3 | 2945,5 | 470,3 | 51,4 | 10,9 | 3138,3 | 4014,0 | 127,9 |
| Dont Élections | 74,0 | 802,9 | 50,8 | 0,0 | 0,0 | 301,5 | 127,2 | 42,2 |
| Total dépenses (+amort. dette) | 1715,1 | 15978,9 | 2675,4 | 546,4 | 20,4 | 18864,9 | 17427,5 | 92,4 |
| Solde de trésorerie | 129,4 | -1812,1 | 169,8 | -188,1 | -110,8 | -1010,8 | 477,0 | -47,2 |

Source: BCC sur base des données PTR produit par la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement du Ministère des Finances.

ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

| | 30-sept-23 | 29-déc.-23 | 29-mars-24 | 28-juin-24 | 31-jul-24 | 29-août-24 | 30-août-24 | 5-sept-24 | 12-sept-24 | Var hebdo en % |
|---|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|-----------|------------|----------------|
| Pétrole (brent) \$/baril | 92,56 | 77,87 | 87,30 | 85,63 | 80,32 | 79,25 | 76,54 | 73,08 | 72,41 | -0,92 |
| Cuivre LME \$/tm | 8 312,00 | 8 531,00 | 8 874,00 | 9 559,00 | 9 127,50 | 9 348,50 | 9 213,00 | 8 978,54 | 9 241,50 | 2,93 |
| Cobalt (Cathode 99,80) \$/tonne. | 32 731,79 | 32 750,38 | 28 038,00 | 26 566,00 | 25 930,00 | 24 820,00 | 23 842,00 | 23 842,00 | 23 756,00 | -0,36 |
| Or New York \$/o.t. | 1 865,67 | 2 070,39 | 2 232,14 | 2 320,19 | 2 513,00 | 2 520,79 | 2 529,30 | 2 493,77 | 2 518,89 | 1,01 |
| Riz Chicago \$/tonne | 350,77 | 387,48 | 362,47 | 341,50 | 339,51 | 327,92 | 326,49 | 337,75 | 335,43 | -0,69 |
| Blé Chicago \$/tonne | 201,84 | 228,40 | 204,82 | 212,17 | 197,02 | 201,47 | 202,76 | 210,80 | 213,71 | 1,38 |
| Maïs Chicago \$/tonne | 176,33 | 172,01 | 161,73 | 150,40 | 147,24 | 145,91 | 147,43 | 150,96 | 150,59 | -0,24 |

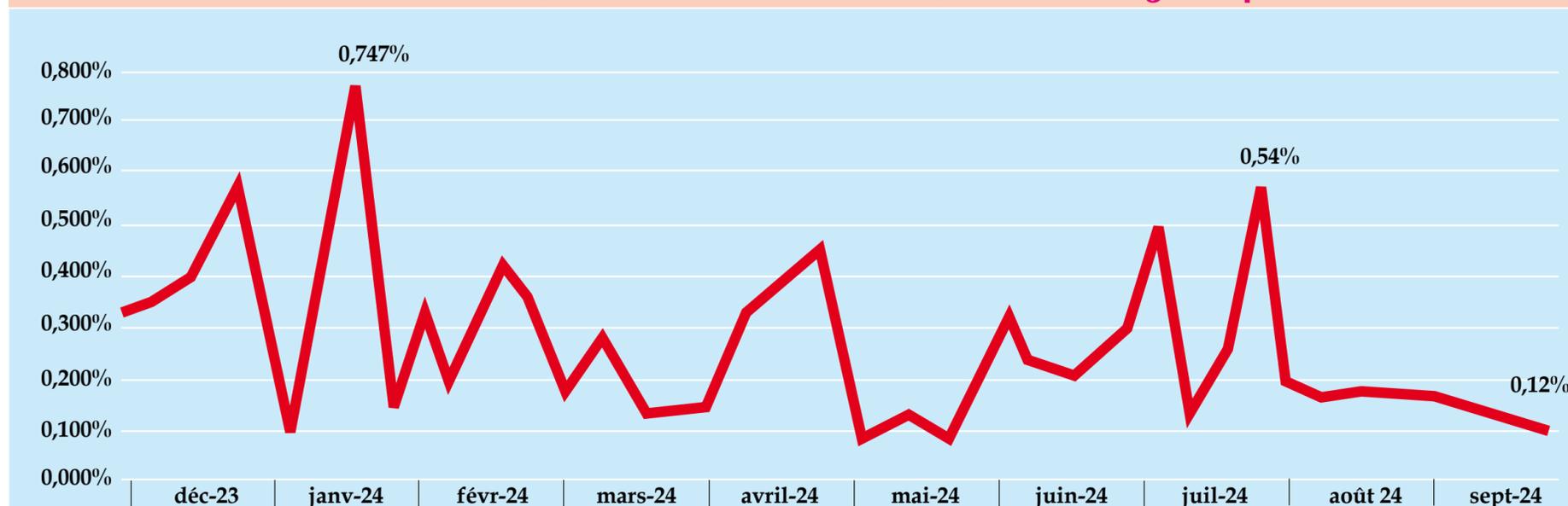
Source: Les échos.

ÉVOLUTION COMPARATIVE DE LA BALANCE DES BIENS 2023-2024 (En millions de USD)

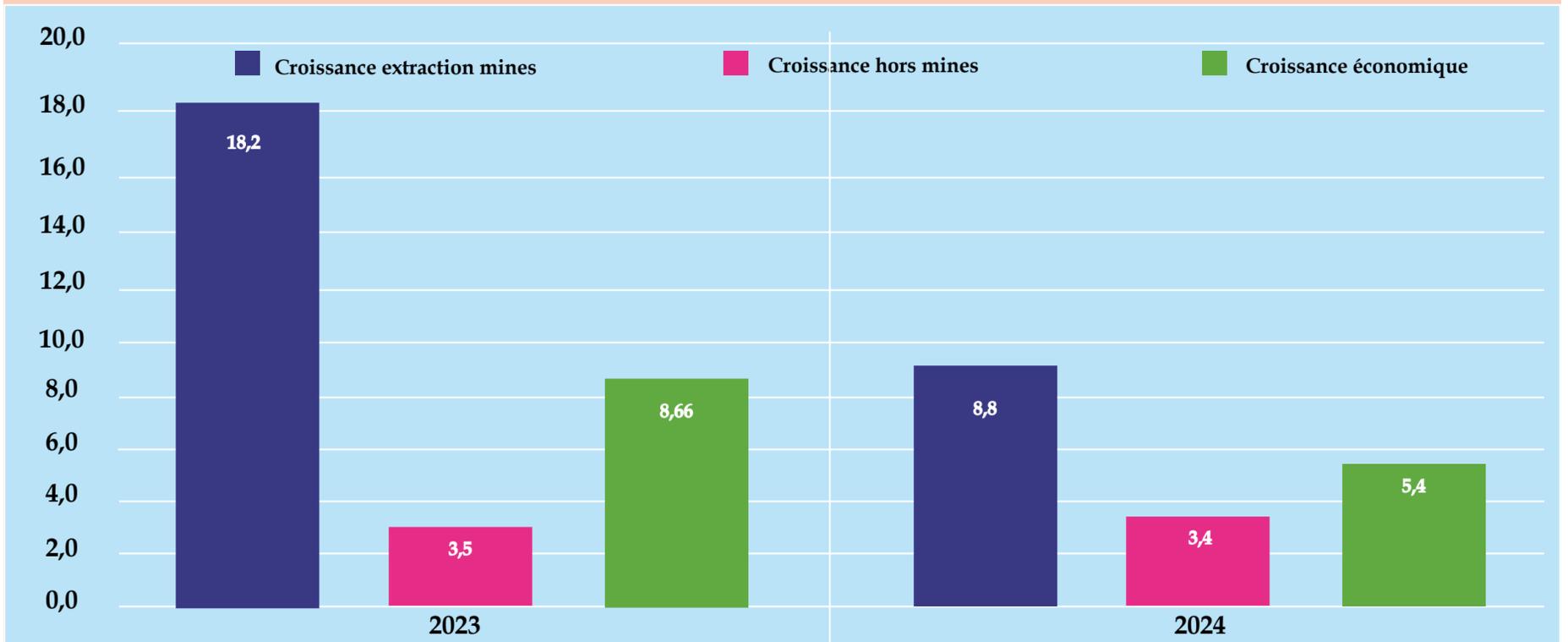
| | Cumul juillet 2023 | Cumul juillet 2024 | Variations (%) |
|--------------|--------------------|--------------------|----------------|
| EXPORTATIONS | 16 082,44 | 20 042,59 | 24,62 |
| IMPORTATIONS | 16 781,78 | 16 253,76 | -3,15 |
| SOLDE | -699,34 | 3 788,83 | -641,78 |

Source: Banque Centrale du Congo.

ÉVOLUTION DU TAUX D'INFLATION HEBDOMADAIRE 2023 - 2024



ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DU PIB RÉEL (%)



Source: FMI

ÉVOLUTION HEBDOMADAIRE DU TAUX DE CHANGE À KINSHASA

Taux de change CDF/1\$US

| Date | Taux indicatif | | Taux parallèle | | | Var. % |
|---------------------|----------------|--------------|----------------|----------|----------|--------------|
| | Moyen | Var. % | Acheteur | Vendeur | Moyen | |
| 31-déc-23 | 2 679,60 | | 2 670,00 | 2 703,33 | 2 686,67 | |
| 28-juin-24 | 2 840,64 | 0,07 | 2 845,00 | 2 873,75 | 2 859,38 | -0,05 |
| 05-juil-24 | 2 845,10 | -0,16 | 2 849,38 | 2 881,88 | 2 865,63 | -0,22 |
| 12-juil-24 | 2 840,47 | 0,16 | 2 866,25 | 2 886,88 | 2 876,57 | -0,38 |
| 19-juil-24 | 2 833,25 | 0,25 | 2 849,38 | 2 864,38 | 2 856,88 | 0,69 |
| 26-juil-24 | 2 845,64 | -0,44 | 2 847,50 | 2 863,13 | 2 855,32 | 0,05 |
| 02-août-24 | 2 848,76 | -0,11 | 2 840,63 | 2 863,75 | 2 852,19 | 0,11 |
| 09-août-24 | 2 841,28 | 0,26 | 2 858,75 | 2 884,88 | 2 871,82 | -0,68 |
| 16-août-24 | 2 842,93 | -0,06 | 2 861,88 | 2 882,50 | 2 872,19 | -0,01 |
| 23-août-24 | 2 836,90 | 0,21 | 2 857,50 | 2 876,88 | 2 867,19 | 0,17 |
| 30-août-24 | 2 834,16 | 0,10 | 2 850,00 | 2 873,13 | 2 861,57 | 0,20 |
| 06-sept-24 | 2 840,09 | -0,21 | 2 861,88 | 2 880,00 | 2 870,94 | -0,33 |
| 13-sept-24 | 2 841,79 | -0,06 | 2 862,50 | 2 879,38 | 2 870,94 | 0,00 |
| Cumul annuel | | -5,71 | | | | -6,42 |

Source: Banque Centrale du Congo

SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DE LA BASE MONÉTAIRE (EN MILLIARDS DE CDF)

| | déc-23 | 6-sept.-24 | 13-sept.-24 | Var.hebdo |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|
| Actifs extérieurs nets | 6 662,53 | 10 444,45 | 11 231,87 | 787,42 |
| Actifs intérieurs nets | 2 241,97 | -927,50 | -1 687,29 | -759,79 |
| Créances nettes sur l'Administration centrale | 3 456,01 | 2 209,35 | 2 024,11 | -185,24 |
| Créances sur l'Administration centrale | 4 027,57 | 4 027,57 | 4 027,57 | 0,00 |
| Engagements envers l'Administration centrale | -571,56 | -1 818,22 | -2 003,46 | -185,24 |
| Base monétaire | 8 904,50 | 9 516,95 | 9 544,58 | 27,63 |
| Circulation fiduciaire | 4 831,99 | 5 128,47 | 5 034,31 | -94,15 |
| Engagements envers les Autres Institutions de dépôts | 4 053,21 | 4 307,22 | 4 428,96 | 121,74 |
| Avoirs des banques commerciales à la BCC | 3 195,68 | 2 936,44 | 2 957,65 | 21,21 |
| Niveau notifié de la réserve obligatoire | 2 454,70 | 2 314,04 | 2 347,74 | 33,69 |
| Réserves nettes des banques commerciales | 740,98 | 622,40 | 609,92 | -12,48 |
| Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères | 845,03 | 1 356,19 | 1 456,18 | 99,99 |
| R.O en ME (En millions USD) | 0,32 | 0,48 | 0,51 | 0,03 |

Source: Banque Centrale du Congo

En septembre 2024, le CDF se déprécie bien moins qu'en 2023

(Suite de la page 11).

principaux marchés. Cette évolution tient principalement de la poursuite des efforts de stabilisation tant par la Banque Centrale que le Gouvernement. Ainsi, il a été procédé à une légère ponction de la liquidité bancaire. L'économie congolaise devrait rester sur le sentier d'une croissance soutenue et supérieure à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. En outre, le renforcement des mesures de stabilisation engagées depuis le mois de juillet 2023 devrait contribuer au ralentissement de l'inflation en 2024 par rapport à l'année précédente. Les estimations faites sur base des réalisations de production à fin mars 2024, par la Commission des Études Statistiques et des Comptes Nationaux, CESCEN en sigle, renseignent que la croissance du PIB réel s'établirait à 5,4% contre 8,6% une année plus tôt. Cette évolution, bien qu'en ralentissement, tient principalement du bon comportement du secteur minier, à la faveur des cours des principaux produits exportés qui demeurent à des niveaux favorables. Les résultats de l'enquête effectuée auprès des chefs d'entreprises renseignent une légère baisse du solde global d'opinions au mois d'août dernier, après des hausses consécutives enregistrées au cours des quatorze derniers mois. En effet, le solde global d'opinions s'est établi à 35,7% au mois d'août 2024 contre 36,0% le mois précédent. Cette légère baisse est reflétée au niveau des branches «Industries extractives» et «Construction». Toutefois, en dépit de ce léger repli, les chefs d'entreprises restent globalement optimistes quant aux perspectives de courts termes de l'économie nationale. Dans la branche «Industrie extractive», le solde brut d'opinions des chefs d'entreprises est passé de 39,4% en juillet 2024 à 38,7% au mois d'août 2024. Cela serait expliqué, d'une part, par le dé-

ficit enregistré dans la desserte en énergie électrique et, d'autre part, par des perspectives de maintien d'une tendance baissière des cours des matières d'origine minérale exportées par le Congo. La branche «construction» a également connu un repli de la confiance des chefs d'entreprise dans la période en étude, allant du 6 au 13 septembre 2024. Le solde brut y afférent a régressé à +41,7%, venant de +44,3% le mois précédent. Cette tendance est en phase avec la régression observée du taux d'utilisation du matériel de construction. Au cours de la deuxième semaine du mois de septembre 2024, l'inflation a ralenti pour la cinquième semaine consécutive, s'établissant à 0,119% contre 0,139% la semaine précédente. En cumul annuel, le taux d'inflation est porté à 9,642% contre 17,867% à la même période de l'année précédente. En termes de contribution, les fonctions «produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison», «restaurants et hôtels», «logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» et «services divers» et «transport» ont contribué à l'inflation hebdomadaire à 54,29%, 11,07%, 10,53%, 10,12%, 7,83% et 6,15%, respectivement. En glissement annuel et en annualisé, l'inflation poursuit sa tendance baissière, se situant respectivement à 15,12% et 13,81%, soit des niveaux légèrement au-dessus de sa prévision annuelle de 11,3% à fin décembre 2024. Au cours de neuf premiers mois de l'exercice 2024, la gestion des finances publiques reste marquée par des efforts d'amélioration de la mobilisation des ressources domestiques et de rationalisation des dépenses. Pour le mois de septembre 2024, le Plan de Trésorerie prévisionnel renseigne un excédent de CDF 169,8 milliards résultant d'un niveau des recettes attendues

de CDF 2.845,2 milliards avec l'encaissement du troisième acompte provisionnel de l'impôt sur les bénéfices et profits, IBP. Quant aux dépenses, elles se situeraient autour de CDF 2.675,4 milliards. Les statistiques du plan de trésorerie de l'État renseignent qu'au cours du mois d'août 2024, les opérations financières de l'État se sont clôturées par un déficit de CDF 408,5 milliards. Ce déficit est consécutif à un niveau de recettes de CDF 1.636,6 milliards et des dépenses de CDF 2.045,1 milliards. Toutefois, ce déficit de trésorerie a été entièrement couvert par des moyens de financement sains, notamment les ressources tirées des émissions des titres publics. La balance des opérations financières de l'État, au 11 septembre 2024, s'est soldée par un déficit de CDF 188,1 milliards, lequel a été globalement financé par les ressources des titres publics. Les ressources mobilisées ont atteint CDF 358,3 milliards, provenant des impôts directs et indirects de la DGI, la Direction Générale des Impôts, chiffrées à CDF 136,6 milliards, des recettes douanières de 143,4 milliards et des recettes collectées par la DGRAD, la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations, de CDF 76,6 milliards. Par ailleurs, au cours du mois sous examen, le Trésor entend encaisser un import de CDF 67,7 milliards provenant des pétroliers producteurs. Sur un montant prévisionnel de CDF 2.675,4 milliards, les dépenses publiques se sont établies à CDF 546,4 milliards, soit un taux d'exécution de 20,4%.

TAUX D'EXÉCUTION DE 3,1%. Les décaissements en faveur des dépenses courantes se sont chiffrés à CDF 326,6 milliards contre une prévision de CDF 1.637,7 milliards. En effet, la rubrique «salaires des agents et fonctionnaires de l'État» a enregistré un taux d'exécution

de 3,1% sur une enveloppe mensuelle de CDF 699,0 milliards. Les frais de fonctionnement des institutions et ministères, prévus à hauteur de CDF 482,8 milliards, ont été exécutés à 32,3% des prévisions du mois. Les subventions ont atteint CDF 126,7 milliards, constituées essentiellement des rétrocessions des régies financières, contre une prévision de CDF 374,3 milliards. S'agissant des dépenses en capital, elles ont été exécutées à hauteur de 31,8% de leur programmation mensuelle chiffrée à CDF 488,1 milliards. Au niveau du marché indicatif pour le troisième trimestre renseigne les adjudications des Obligations du Trésor indexées à hauteur de CDF 190,0 milliards et CDF 300,0 millions d'Obligations du Trésor en \$US. C'est dans ce cadre que le Trésor a levé, lors de l'adjudication du 3 septembre 2024, un montant de \$US 95,0 millions au titre d'Obligations du Trésor émises en \$US pour une maturité de 1 an et six mois. Il convient de relever que le montant annoncé était de \$US 90,0 millions au taux d'intérêt de 9% l'an avec l'option de remboursement fractionné chaque trimestre jusqu'à l'échéance. À cet effet, le taux de couverture a été de 105,6%. Au 11 septembre 2024, les statistiques du PTR de l'État indiquent le remboursement de CDF 1.915,6 milliards des titres échus, dont CDF 1.215,2 milliards au titre des Bons du Trésor et 700,4 milliards des Obligations du Trésor. L'encours global des titres publics s'élève à CDF 2.515 milliards contre CDF 2.319,9 milliards la semaine précédente. Au cours de la semaine sous analyse, le secteur extérieur a présenté les caractéristiques suivantes:

1. poursuite de la stabilité des taux de change sur les différents segments du marché,
2. consolidation du niveau des réserves internationales, et
3. tendance diver-

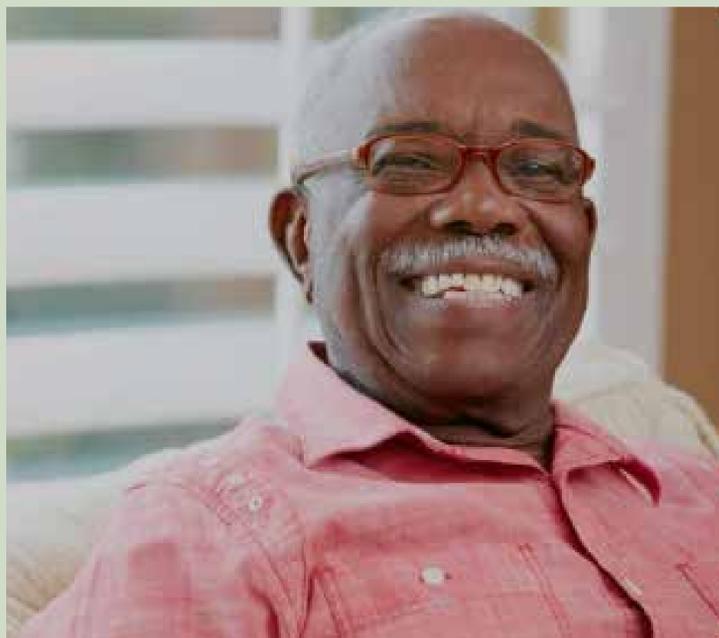
gente des prix des produits de base essentiels à l'économie congolaise. Au 13 septembre 2024, le taux de change s'est établi à CDF 2.841,79 à l'indicatif, soit une légère dépréciation hebdomadaire de 0,06%, alors qu'au parallèle, il s'est maintenu à son niveau de la semaine précédente, soit CDF 2.870,94 le \$US. En cumul annuel, le CDF, franc congolais, a perdu près de 5,71% de sa valeur sur le marché officiel et 6,42% au parallèle contre des dépréciations respectives de 21,09% et 16,65% à la période correspondante de 2023. Les réserves internationales ont atteint \$US 6.222,87 millions au 11 septembre 2024, représentant 14 semaines d'importations de biens et services. Au 12 septembre 2024, le cours du pétrole a reculé de 0,92%, en rythme hebdomadaire, se situant à \$US 72,41 le baril, influencé notamment par la hausse des stocks commerciaux de pétrole aux États-Unis. Rapproché à fin décembre 2023, le prix du pétrole indique un tassement de 7,87%. Le prix du cuivre a augmenté de 2,93%, s'établissant à \$US 9.241,50 la tonne. Comparativement à fin décembre 2023, le prix de la tonne de cuivre a augmenté de 8,31%. Le prix du cobalt s'est établi à \$US 23.756,00 la tonne, enregistrant une baisse de 0,36% par rapport à la semaine précédente et 27,46% par rapport à fin décembre 2023. Le cours de l'or s'est accru de 1,01% d'une semaine à l'autre, s'affichant à \$US 2.518,89 l'once. Rapproché à fin décembre 2023, ce prix indique une hausse de 21,66%. La hausse du prix de l'or observée en 2024 est expliquée notamment par les inquiétudes quant à la solidité de l'économie mondiale, les tensions géopolitiques dans plusieurs régions du monde, les inquiétudes liées aux prochaines élections aux États-Unis et l'accroissement des achats d'or opérés tant par des

particuliers et des entreprises que par les banques centrales souhaitant diversifier leurs réserves. Les prix du riz et du maïs ont enregistré des baisses respectives de 0,69% et 0,24%, se situant à \$US 335,43 et \$US 150,59. Rapprochés à fin décembre 2023, ces prix indiquent des baisses respectives de 13,72% et 13,27%. À fin juillet 2024, le compte des biens affiche un excédent cumulé de \$US 3.788,83 millions contre un déficit de \$US 699,34 millions réalisé en juillet 2023. Rapproché au PIB, ce solde représente 5,34% contre 1,04% à la période correspondante de 2023. Le secteur monétaire reste marqué par une légère hausse hebdomadaire de l'encours du Bon BCC. Ce niveau élevé de l'encours des titres de la BCC, la Banque Centrale du Congo, contribue au maintien de la stabilité sur les principaux marchés. Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération durant les deux premières semaines du mois de septembre 2024 contre un volume d'opérations de CDF 24,0 milliards relevé au mois d'août 2024. En cumul annuel au 13 septembre 2024, il s'observe un volume d'opérations de CDF 592,2 milliards. De même, le guichet des facilités permanentes n'a signalé aucune transaction pendant la même période contre un volume d'opérations de 201,0 milliards constaté au mois d'août 2024. En cumul annuel au 13 septembre 2024, il s'observe un volume d'opérations de CDF 5.541,0 milliards. Pour rappel, au cours de l'année précédente, il a été noté un volume d'opérations de CDF 21.569,7 milliards. Au niveau du marché interbancaire, aucune opération n'a été réalisée depuis le début du mois de septembre contre un volume d'opérations de 3,0 milliards observé en août 2024. Au 13 septembre 2024, il s'y dégage un volume d'opérations annuel cumulé de CDF 354,0 milliards. Les taux

d'intérêt appliqués sur les différents guichets se sont situés à 25,0% sur le marché interbancaire et des prêts à court terme et à 26,0% sur celui des facilités permanentes. À fin juillet 2024, les dépôts de la clientèle, dans le bilan consolidé du secteur bancaire, se sont situés à \$US 13.298,5 millions, soit une baisse mensuelle de 0,79%. Par structure des monnaies, les dépôts en \$US ont affiché une légère baisse mensuelle de 0,53%, de même pour ceux en CDF qui ont enregistré une baisse de 3,34%. Il sied de signaler que les dépôts bancaires restent dominés par ceux en devises représentant 91,1% du total. En outre, la composition de dépôts a été principalement dominée par les dépôts des entreprises privées, des ménages et ceux des entreprises publiques qui ont représenté respectivement 32,7%; 32,8% et 12,6% du total, suivis de ceux des petites et moyennes entreprises, des IS-BLM et de l'Administration publique. Quant à la répartition par provinces, les dépôts bancaires sont plus collectés dans la ville province de Kinshasa avec 66,74% du total, suivis des provinces du Haut-Katanga, Lualaba, Nord Kivu, Sud-Kivu et Kongo Central qui représentent respectivement 20,16%, 4,18%, 2,87%, 1,52% et 1,55%. À titre de rappel, les dépôts de la clientèle s'étaient accrus de 4,0% pour s'établir à \$US 12.031,4 millions à fin décembre 2023. Par ailleurs, les crédits bruts affichent une décroissance mensuelle de 0,42% en juillet, s'établissant à \$US 8.175,6 millions contre un niveau de \$US 8.210,0 millions à fin juin 2024. Cette situation résulte principalement des crédits octroyés aux entreprises privées, ménages et entreprises publiques. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits bancaires en \$US affichent une régression mensuelle de 0,68% alors que ceux en monnaie nationale ont enregistré une croissance mensuelle de 8,33%.

Que les séniors évitent l'eau et le savon

Devront-ils éviter l'eau et le savon? La fréquence des douches chez les seniors soulève de nombreuses questions. Contrairement aux idées reçues, se laver tous les jours n'est pas toujours recommandé pour les personnes âgées. Découvrez les conseils surprenants des experts pour une hygiène adaptée au vieillissement de la peau.



Les personnes âgées doivent éviter de se laver quotidiennement ? Oui, disent les dermatologues. DR.

Avec l'âge, notre peau change et ses besoins évoluent. La question du nombre idéal de douches à prendre chaque semaine se pose alors pour les seniors. Les dermatologues s'accordent sur un point : une fréquence réduite peut s'avérer bénéfique pour préserver la santé cutanée des personnes âgées.

Examinons de plus près les recommandations des spécialistes et les raisons qui les motivent. Ces changements rendent la peau des seniors plus vulnérable. Le Dr Sylvie Meaume, dermatologue et chef de service de Gériatrie Plaies et Cicatrisation à l'AP-HP Rothschild, explique : « Les seniors ont une peau plus fine et plus

sèche, qui tiraille et démange davantage que chez les personnes plus jeunes ».

Cette fragilité cutanée nécessite une adaptation des habitudes d'hygiène.

Le film hydrolipidique, cette barrière protectrice naturelle de la peau, devient moins efficace avec l'âge. Un lavage trop fréquent ou agressif peut l'endommager davantage, compromettant ainsi ses fonctions de défense contre les agressions

extérieures et de maintien de l'hydratation de la peau.

LE NOMBRE IDÉAL DE DOUCHES POUR LES SENIORS.

Contrairement à l'habitude socialement ancrée de se doucher quotidiennement, les experts recommandent une approche différente pour les personnes âgées : 65-70 ans et plus, 2 douches par semaine ; utilisation du savon, 1 jour sur 3.

Cette recommandation peut sembler surprenante, mais elle repose sur des fondements scientifiques. Le Dr Meaume précise : « À partir de 65-70 ans, l'idéal est, si possible, de se rincer tous les jours le corps, mais d'utiliser du savon un jour sur trois sans frotter sa peau trop fort ».

Il est nécessaire de noter que cette fréquence réduite ne signifie pas pour autant une négligence de l'hygiène. Les zones sensibles comme les aisselles, les pieds et les parties intimes nécessitent une attention quotidienne, même les jours sans douche complète.

Quelles astuces pour une hygiène adaptée au vieillissement? Pour prendre soin de la peau mature tout en maintenant une bonne hygiène, voici quelques conseils pratiques :

■ température de l'eau : privilégier l'eau tiède plutôt que l'eau chaude pour éviter d'assécher davantage la peau ;

■ durée de la douche : selon les chercheurs de Harvard Medical School, 3 à 4 minutes suffisent ;

■ choix des produits : opter pour des huiles de douche, des pains dermatologiques ou des savons gras. Éviter les produits contenant des tensioactifs agressifs (sulfates, polyéthylènes, acides, sodium...);

■ technique de séchage : tamponner doucement la peau avec une serviette plutôt que

de frotter vigoureusement. Ces recommandations doivent bien sûr être adaptées en fonction de divers facteurs comme la saison, les activités pratiquées ou l'état de santé de chacun. L'objectif est de trouver un équilibre entre hygiène et préservation de la barrière cutanée.

UNE NOUVELLE APPROCHE DE L'HYGIÈNE DES SENIORS?

Repenser la fréquence des douches chez les personnes âgées implique de remettre en question certaines habitudes culturelles. Cette approche, basée sur les besoins spécifiques de la peau vieillissante, vise à prévenir les problèmes cutanés tels que la peau sèche, les irritations, les allergies ou l'eczéma.

Il est crucial de comprendre que cette recommandation n'est pas synonyme de laisser-aller. Au contraire, elle s'inscrit dans une démarche de soin personnalisé et adapté. L'hygiène reste primordiale, mais elle doit être repensée pour préserver la santé et le confort de la peau des seniors.

En adoptant ces nouvelles habitudes, les personnes âgées peuvent maintenir une peau plus saine, plus confortable et mieux protégée contre les agressions extérieures. Une approche sur mesure qui concilie bien-être et santé cutanée.

Comment prendre soin de son dos

Si vous avez déjà eu mal au dos, vous n'êtes pas seul. Le mal de dos, en particulier la douleur lombaire, est l'une des causes les plus courantes des douleurs physiques.

En fait, le mal de dos est la principale cause d'invalidité à l'échelle mondiale. Tôt ou tard, 92 % des personnes vont ressentir une douleur au dos. Par ailleurs, 10 % des personnes décrivent la douleur lombaire comme la douleur qu'elles éprouvent le plus souvent.

Il est difficile de réaliser à quel point le dos intervient dans presque tous les mouvements. Jusqu'à ce que vous ayez mal au dos, bien sûr. C'est alors que vous en prenez réellement conscience !

Examinons les différents types de maux de dos, leurs causes et les stratégies pour les soulager.

Types de maux de dos.

Le mal de dos peut être aigu ou chronique. Les douleurs dorsales aiguës durent trois mois ou moins et disparaissent dans un délai raisonnable.

Le mal de dos chronique, quant à lui, est continu ou récurrent et dure trois mois ou plus, au-delà d'un délai raison-



Si vous avez déjà eu mal au dos, vous n'êtes pas seul. DR.

nable. Remarque : Voltaren peut être utilisé pour soulager la douleur aiguë. Il est indiqué pour soulager la douleur associée aux blessures (aiguës) articulaires ou musculaires localisées et récentes, comme les entorses, les foulures ou les blessures sportives (p. ex., foulure de la cheville, entorse de l'épaule ou douleurs musculaires dans le dos). En général, on utilise également d'autres mesures comme le repos, pour

soulager l'inconfort associé à ce type de blessure. Le mal de dos est généralement classé en fonction de la partie du corps qui est touchée. Thoracique (douleur dans le haut du dos) ; lombaire (douleur dans le bas du dos) ; Sacro-iliaque ou coccyx (douleur dans les vertèbres les plus basses du dos, dans la région située entre les hanches (sacrum) ou douleur au coccyx). Causes du mal de dos aigu :

■ Claquage, élongation ou déchirure musculaire. Les élongations musculaires sont l'une des causes les plus fréquentes du mal de dos. Elles peuvent survenir lorsqu'on soulève un objet lourd, lorsqu'on fait de l'exercice, lorsqu'on porte un sac à bandoulière trop lourd ou même lorsqu'on se tourne (aïe! Quelle horreur!). Le claquage musculaire est très répandu.

■ Causes des maux de dos au travail. Si les tâches suivantes font partie de votre travail et qu'elles ne sont pas exécutées correctement, vous risquez d'avoir des maux de dos: Soulever, transporter, pousser ou tirer de manière inadéquate; Rester en position assise ou conduire pendant de longues périodes sans pause ; rester debout ou se pencher pendant de longues périodes.

■ Causes du mal de dos. Trouver la cause du mal de dos n'est pas évident. Il y a tant de causes possibles (le dos est sans cesse sollicité et le risque de blessures est donc illimité) et la cause du mal de dos n'est pas toujours facilement détectable par les examens d'imagerie ou par des analyses de laboratoire. En fait, 85 % des maux de dos sont de cause inconnue. Des blessures, des problèmes articulaires et des claquages musculaires peuvent causer

des maux de dos.

■ Symptômes du mal de dos Le mal de dos peut se manifester par une sensation de picotement ou de brûlure, de douleur sourde ou vive. On peut également ressentir une douleur ou une faiblesse dans d'autres parties du corps, comme les jambes, les hanches ou la plante des pieds.

Moyens simples de prendre soin de votre dos à la maison.

■ Demeurez actif, même si vous n'en avez pas envie ; étirez et renforcez les muscles de votre dos progressivement ; maintenez une bonne posture afin de moins solliciter les muscles de votre dos ; maintenez un poids santé - cela peut contribuer à réduire la pression sur votre dos ; essayez la chaleur ou la glace ; reposez-vous suffisamment et ménagez les muscles de votre dos en évitant de soulever des objets lourds

■ Utilisez Voltaren-Voltaren Emulgel. Douleur dorsale et musculaire soulage la douleur et réduit l'inflammation. Voltaren Emulgel Douleur dorsale et musculaire soulage la douleur et l'inflammation dans le dos et les muscles. Le gel soulage la douleur aux articulations, la douleur due aux entorses, aux claquages musculaires et aux blessures sportives mineures.

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Cette arrière-petite fille de la Willys Jeep

L'ironie: si l'apocalypse climatique annoncée par les prophètes survient un jour, c'est bien au volant d'un pollueur indestructible comme la Wrangler que vous voudrez fuir. Citadins, passez votre chemin : une Jeep Wrangler n'a rien à faire en ville.

Avec son 1,90 m de haut et ses presque 4,9 m de long, la Jeep Wrangler transforme chaque parking sous-terrain en chambre de torture. Mais dès qu'on quitte le milieu urbain, c'est une tout autre histoire...

La Wrangler est l'arrière-petite-fille de la Willys Jeep originelle, célèbre sur tous les fronts, d'Arromanches à Bastogne.

Elle a le même statut de légende que le Land Rover Defender et la Mercedes Classe G, statut qu'elle affiche par un look intemporel, inusable.

Et depuis son renouvellement de 2018, elle est aussi devenue une bien meilleure voiture. Exactement comme la Classe G, en fait.

On reconnaît principalement la nouvelle Jeep Wrangler aux bandeaux de feux de jour LED qu'elle porte sur les ailes avant. Mais pour le reste, elle conserve cette allure classique, avec ses phares placés proches l'un de l'autre dans la calandre. À bord, c'est surtout le petit pare-brise qui place l'ambiance, une ambiance cosy. Et malgré ses dimensions assez modestes, on n'a jamais l'impression d'être à l'étroit. Le combiné d'instruments



Avec son 1,90 m de haut et ses presque 4,9 m de long, la Jeep Wrangler 2.0 L T 272 CH 4X4 BVA8 RUBICON transforme chaque parking sous-terrain en chambre de torture. Mais dès que l'on quitte le milieu urbain, c'est heureusement une tout autre histoire. DR.



associe des compteurs classiques et un petit écran central. Le système multimédia UConnect du groupe FCA n'est pas le meilleur du marché, mais il est dans la bonne moyenne. Sa plus grosse lacune concerne la navigation, les utilisateurs d'iPhone

trouveront donc le salut via la fonction Apple Car Play.

VRAI 4X4. Les deux leviers du tunnel central annoncent la couleur : ceci est un vrai 4x4. En conditions normales, la transmission arrière suffit. Par

mauvais temps, on peut engager la transmission intégrale permanente, tandis qu'on gardera les rapports courts pour le vrai travail de franchissement. Le toit souple est garant d'un vrai look «Safari», mais génère évidemment un raffut non néglig-

geable sur autoroute. Cela dit, on fait volontiers avec, car ça fait partie de l'identité authentique du Wrangler qui, pour un 4x4 «à l'ancienne», s'avère plutôt confortable sur route.

OFFROAD. Nul ne doute évi-

demment de ses capacités en tout-terrain, mais en vérifiant qu'en effet, quand la terre vient envahir l'asphalte, la Jeep est impressionnante. Des routes transformées en torrent de boue ? Du gâteau ! Les roues profondément enfoncées

dans la gadoue parce qu'il faut céder le passage à un véhicule venant en sens inverse ?

Les doigts dans le nez. Avec une autre voiture, les routes des environs envahies de coulées de boue suite à d'intenses pluies auraient vraiment posé problème. Et, on y revient : quelle ironie de voir que plus le climat fera des siennes, plus nous aurons besoin de véhicules comme la Jeep Wrangler.

Il faisait froid. Nous avons essayé une version à moteur 4 cylindres 2.0 essence turbo, fort de 272 ch et 400 Nm, et associé à une boîte auto 8 rapports. Une combinaison très agréable à l'usage, mais pas forcément très économique. La moyenne de notre essai a été de 11,1 l/100 km, mais avouons-le: par des froides journées, il faut souvent utiliser les sièges chauffants, et même le volant chauffant.

Que dire? La version 4 portes de la Wrangler est bien plus pratique qu'on ne l'imagine.

On s'habitue vite à la portière donnant accès au coffre, et à la vitre arrière qu'il faut aussi relever si nécessaire. C'est justement cette simplicité qui rend la Wrangler si attachante. C'est une bête de somme sans froufrou, toujours joyeusement prête à tout.

C'est en quelque sorte votre Jolly Jumper personnel.

Que vous optiez pour le 2.0 essence ou le 2.2 diesel, les tarifs sont les mêmes : à partir de 53.650€ pour une version 2 portes, ou 56.150€ pour une version 4 portes. Alors ? Quel choix avez-vous fait?



Lorsque ce moment tarde ou ne vient pas

L'éjaculation tardive se caractérise par une difficulté voire une incapacité à éjaculer. Faire l'amour devient fastidieux voire ennuyeux. Ce problème peu fréquent peut se soigner. L'éjaculation tardive, aussi appelée éjaculation retardée, est une difficulté voire une impossibilité à éjaculer après un long moment, malgré une stimulation sexuelle suffisante et répétée. Une stimulation pénienne intense et la pénétration du vagin n'y change rien. Le rapport sexuel dure un long moment, le pénis en érection est stable, et pourtant, l'éjaculation est difficile voire impossible. L'homme a alors le sentiment d'un acte laborieux et se sent frustré. Évidemment, cela peut arriver à n'importe quel homme de ne pas parvenir à éjaculer ponctuellement. Cela pose problème et devient un véritable trouble de l'éjaculation

On distingue trois niveaux d'intensité dans la manifestation des éjaculations tardives : les hommes qui n'arrivent jamais à éjaculer. On parle alors d'anéjaculation. Les hommes qui parviennent à éjaculer seulement lors de la masturbation masculine. Enfin, les hommes qui arrivent à éjaculer, mais difficilement et après une relation sexuelle particulièrement prolongée. Par ailleurs, il existe l'éjaculation tardive primaire présente depuis toujours et l'éjaculation tardive secondaire qui arrive après une période sans difficulté. Contrairement à l'éjaculation précoce, l'éjaculation tardive est un trouble sexuel peu fréquent. Elle



La difficulté ou l'incapacité à éjaculer est peu fréquent mais peut se soigner. DR.

représente 3% des troubles sexuels masculins. Enfin, l'éjaculation masculine est un processus différent de l'orgasme. Bien que complémentaires, ils sont indépendants. Ainsi, les hommes n'arrivant pas à éjaculer peuvent toutefois avoir des orgasmes appelés «orgasmes à sec».

LES CAUSES.

Si elles sont souvent d'ordre psychologique ou comportemental, les éventuelles causes de l'éjaculation tardive peuvent être diverses et variées :

■ L'âge : des troubles de la sensibilité de la verge apparaissent. Le pénis devient de moins en moins sensible avec l'âge.

■ La stimulation est alors plus fastidieuse et l'éjaculation plus difficile.

■ Une maladie sous-jacente : des problèmes de thyroïde ou de diabète peuvent causer l'éjaculation tardive ; de même que les maladies neurologiques comme la sclérose en plaques.

■ Une malformation : de l'appareil génital ou du gland.

■ Des médicaments : certaines molécules agissent sur le réflexe éjaculatoire. C'est le cas par exemple des antidépresseurs, des antipsychotiques ou des antihypertenseurs qui peuvent causer une éjaculation tardive.

■ L'alcoolisme : une consommation excessive d'alcool peut entraîner des troubles

de l'éjaculation.

■ La masturbation : les hommes qui se masturbent beaucoup peuvent avoir plus de mal à éjaculer lors des rapports sexuels.

■ Le retardement répété de l'éjaculation : abuser de la technique du stop and go peut finalement mener à des troubles de l'éjaculation.

■ Le manque de lâcher-prise : un homme qui ne se laisse pas aller peut avoir du mal à éjaculer. Cela peut être dû à une retenue psychique ou la peur de mettre sa partenaire enceinte par exemple.

■ La cause de l'éjaculation tardive peut également être situationnelle (liée à une situation en particulier).

LÂCHER PRISE.

Les hommes souffrant d'absence d'éjaculation mais ayant un orgasme peuvent penser qu'ils souffrent en réalité d'éjaculation rétrograde. Ce trouble de l'éjaculation se caractérise par une éjaculation dont le sperme n'est pas expulsé. En effet, celui-ci est évacué dans la vessie au lieu de sortir par le méat urinaire. Cela peut arriver, entre autres, lorsqu'un homme subit une opération de la prostate. Toutefois, la présence de sperme dans les urines n'est pas du tout dangereuse pour la santé.

Afin de différencier les deux situations lors du diagnostic,

on peut effectuer un prélèvement d'urine après que l'homme ait éjaculé. Si un grand nombre de spermatozoïdes y sont présents, alors il s'agit d'une éjaculation rétrograde. Dans le cas contraire, il s'agit probablement d'une éjaculation tardive ou anéjaculation avec orgasme.

Comment diagnostiquer et traiter l'éjaculation tardive ? Des examens, tels que des tests neurologiques, peuvent être menés à la recherche de causes organiques. Une éjaculation tardive peut en effet être le symptôme d'une maladie sous-jacente.

S'il s'agit d'une éjaculation tardive primaire, c'est-à-dire qui est présente depuis les premières relations sexuelles du patient, des examens morphologiques sont pertinents. Des échographies et examens d'imagerie pourront mettre en évidence une malformation par exemple. Le plus souvent, il s'agit de causes comportementales ou psychologiques. Le patient doit alors consulter un psychologue ou un sexologue. Un travail sera alors fait sur l'inhibition psychologique pour retrouver le chemin de l'orgasme et de l'éjaculation. Cela peut se faire en apprenant à lâcher prise via des séances de relaxation par exemple. Les comportements pourront également être corrigés. Quoi qu'il en soit, il faudra y aller par étapes. Le

sexologue peut alors proposer un système de paliers. Le patient réapprend à éjaculer seul lors d'une masturbation ; puis, il tente de jouir avec l'aide de sa partenaire ; puis, il introduit une pénétration vaginale au dernier moment, juste avant l'éjaculation, etc ; jusqu'à retrouver une vie sexuelle épanouie et sans difficulté.

Par ailleurs, la survenue d'un événement stressant comme l'infidélité du partenaire ou le fait d'être surpris en plein ébat provoque parfois l'éjaculation tardive. Si, en plus de ne pas parvenir à éjaculer, le patient n'a jamais d'orgasme, alors, il faut chercher une cause neurologique, endocrinienne ou médicamenteuse. Celle-ci sera alors traitée et le trouble de l'éjaculation disparaîtra par la même occasion. En cas d'orgasme systématique mais d'absence d'éjaculation, une cause physique peut être trouvée. On constate parfois une aspermie, une obstruction des canaux ou une éjaculation rétrograde. Les troubles de l'éjaculation ? Outre l'éjaculation tardive ou retardée, les hommes peuvent souffrir d'autres troubles de la sexualité liés à l'éjaculation, plus ou moins fréquents.

■ L'éjaculation précoce par exemple se définit par l'impossibilité de retenir l'éjaculation. Celle-ci arrive trop rapidement pour que l'acte sexuel soit satisfai-

sant. Cela doit être systématique et persister depuis plusieurs semaines ou mois. Le critère psychologique a aussi une place très importante. Si le sujet vit bien le fait d'éjaculer très rapidement, sans se maîtriser, alors tout va bien. L'éjaculation précoce n'est pas dangereuse pour la santé. En revanche, si cela est source de mal-être et/ou de souffrance, alors cela devient un trouble de l'éjaculation. En cela, l'éjaculateur précoce doit être pris en charge pour retrouver une sexualité épanouie.

Il s'agit du trouble de l'éjaculation le plus fréquent. Les études montrent que l'éjaculation précoce concerne environ 20 à 30 % des hommes. Les jeunes hommes peuvent parfois éjaculer trop vite lors de leurs premières relations sexuelles. Dans ce cas, le souci se résout de lui-même, au fur et à mesure, grâce à l'expérience. L'éjaculation va alors survenir après un délai très raisonnable. L'éjaculation précoce se soigne très bien. Des traitements médicamenteux efficaces et reconnus existent. On retrouve le Priligy, médicament par voie orale, disponible en pharmacie sur ordonnance. Il y a aussi le Fortacin, traitement en crème ou spray à application cutanée locale, disponible en pharmacie sans ordonnance. Ils permettent de retarder l'éjaculation et, ainsi, d'avoir une sexualité plus satisfaisante. Il est recommandé de vous les faire prescrire par un médecin bien au fait de vos antécédents médicaux pour éviter des effets secondaires trop intenses ou des contre-indications. Des solutions non médicamenteuses existent. Il est possible de tonifier le périnée (muscle situé entre le scrotum et l'anus) afin d'avoir davantage de maîtrise lors de l'éjaculation. En cas d'éjaculation rapide liée à des facteurs psychologiques, une sexothérapie est

fortement recommandée. Elle permet de mieux gérer ses émotions et, ainsi, de lâcher prise lors des ébats.

■ La masturbation exploratoire est aussi un bon moyen de repérer votre point de non-retour, le moment où la jouissance est imminente. Vous pourrez ensuite agir avant qu'il ne soit trop tard pendant les rapports en faisant redescendre votre niveau d'excitation sexuelle.

■ Les préservatifs retardants sont de bons moyens de tenir plus longtemps au lit. Pour les hommes souffrant d'éjaculation précoce, il existe une thérapie digitale qui, en 90 jours, permet de reprendre le contrôle de l'éjaculation et faire durer davantage des rapports sexuels.

■ L'aspermie se définit par l'absence d'émission de sperme lors de l'éjaculation. L'orgasme et la phase d'expulsion sont pourtant bien présents. On parle d'orgasme à sec. Les causes peuvent être diverses et c'est une consultation de sexologie chez un médecin qui permettra de les déterminer :

■ Médicamenteuses : la prise de certains médicaments tels que des antidépresseurs, Paroxétine, Fluoxétine, Citalopram, Fluvoxamine, etc., ou des alpha-bloquants Tamsulosine, etc., peut entraîner une absence d'éjaculation. Les neuroleptiques peuvent aussi être à l'origine d'une anéjaculation, accompagnée d'une anorgasmie, absence d'orgasme.

■ Congénitales : l'absence d'émission de sperme peut être due à une absence des canaux déférents, les canaux qui conduisent le sperme. S'il s'agit de la cause congénitale la plus fréquente, des anomalies des canaux de Müller ou des canaux éjaculateurs peuvent aussi être à l'origine d'aspermie dans de plus rares cas. Le diagnostic se fait alors au moyen d'une échographie prostatique. etc.

Ramaphosa appelle à la fin de l'apartheid à Gaza

L'Assemblée générale des Nations Unies a ouvert ses portes mardi 24 septembre à son siège à New York. Le ballet de prises de parole des chefs d'États ou de leurs représentants a aussi ouvert ses portes. Dès le premier jour, la tribune a accueilli le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, qui est revenu sur

l'action de l'Afrique du Sud devant la Cour Internationale de Justice, CIJ, à l'encontre d'Israël. L'Afrique du Sud estime qu'Israël viole la Convention des Nations Unies sur le génocide. L'un des membres de BRICS, organisation qui compte notamment la Russie et la Chine comme pays membres, le président sud-africain est revenu sur la saisine par son pays de la Cour Interna-

tionale de Justice en décembre 2023. Son pays est en effet en pointe dans la dénonciation des actions de l'armée israélienne à Gaza. L'Afrique du Sud accuse Israël de « génocide » à Gaza.

TRÈS CRITIQUE.

La décision sur cette question peut prendre des années et l'Afrique du Sud a réclamé plusieurs fois à la CIJ d'ordonner des mesures

conservatoires à Israël, face à la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza. À New York, Cyril Ramaphosa, a une nouvelle fois pointé du doigt la responsabilité internationale face aux souffrances de Palestiniens à Gaza. « À l'aide des moyens que possèdent les Nations unies, nous devons mettre fin aux souffrances que subissent les Palestiniens. Nous devons appli-

quer les principes de la Charte de l'ONU et les lois internationales qui ne peuvent pas être appliquées de manière sélective. Aucun État n'est moins égal qu'un autre. Atteindre et maintenir la paix demande une volonté collective de l'ensemble des pays rassemblés ici », a-t-il déclaré. Cyril Ramaphosa plaide pour une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. Il en a profité pour

marteler que ce dossier montrait combien la réforme du Conseil de sécurité onusien est primordiale. « Cela demande aussi, que le Conseil de sécurité de l'ONU soit plus représentatif et inclusif. Depuis 78 ans et sa création, sa structure n'a quasiment pas changé. L'Afrique et ses 1,4 milliard habitants restent exclus des décisions stratégiques. Cela ne peut pas continuer. Le Conseil

de sécurité n'a pas rempli sa mission de maintenir la paix et la sécurité internationale, il doit donc, en tant qu'organisme, être réformé. « Nous, Sud-Africains, savons à quoi ressemble l'apartheid (et) nous ne resterons pas silencieux à regarder l'apartheid se perpétrer contre d'autres », a rappelé avec force Ramaphosa, devant les 193 États membres de l'ONU réunis à l'Assemblée Générale.

Joe Biden fait adieux

Mardi 24 septembre 2024, Le président américain, Joe Biden, a exhorté les dirigeants du monde entier réunis pour l'Assemblée générale de l'ONU à cesser d'armer les généraux soudanais et à mettre fin à la guerre qui ravage ce pays depuis 2023. Les combats ont fait des dizaines de milliers de morts et dix millions de déplacés. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lui aussi dénoncé « les puissances extérieures » qui « continuent de s'ingérer sans aucune approche unifiée pour trouver la paix ».



Joe Biden mardi 24 septembre 2024 devant l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York. DR.

C'est le seul pays d'Afrique auquel le président démocrate américain, à la veille de sa retraite, a fait allusion dans son discours d'adieu à la communauté internationale et c'est la seule crise qu'il a citée à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Joe Biden qui a prononcé mardi 24 septembre 2024 son dernier grand discours à la tribune de l'ONU, a adressé un message personnel aux dirigeants du monde : l'intérêt de votre peuple doit primer sur votre désir de demeurer aux commandes. « J'ai décidé qu'après 50 ans de service public, il était temps qu'une nouvelle

génération de dirigeants prenne les rênes de mon pays. Chers dirigeants, ne l'oubliez jamais : J'aime mon corps plus que mon pays. Il existe des choses plus importantes que rester au pouvoir », a-t-il déclaré. L'octogénaire, qui lutte pour que son bilan ne soit pas détricoté si Donald Trump revient à la Maison Blanche, avait face à lui des chefs d'État et de Gouvernement aux yeux rivés sur l'élection présidentielle américaine du 5 novembre, qui promet d'être extrêmement serrée. Il les a appelés à défendre la démocratie, à éviter « une guerre généralisée » au Liban et à soutenir l'Ukraine face à un Vladimir Poutine qui

n'a, selon lui, « pas atteint son objectif principal ». M. Biden, dont le gouvernement s'est pour l'instant montré impuissant à obtenir un cessez-le-feu durable entre Israël et le Hamas à Gaza, a de nouveau exhorté les parties au conflit à y parvenir. Il a renoncé en juillet à briguer un second mandat et quittera donc la Maison Blanche en janvier prochain. Beaucoup redoutent alors, en cas de victoire de l'ancien président républicain contre la vice-présidente et candidate démocrate Kamala Harris, un violent virage isolationniste et protectionniste de la première puissance mondiale. Kamala Harris n'a guère

détaillé jusqu'ici ses projets en matière de politique étrangère. Tout porte à croire, toutefois, qu'elle suivra les mêmes grandes orientations que Joe Biden.

«SPRINT FINAL».

Pendant les quelques semaines qui lui restent, Joe Biden veut donc, comme le dit l'un de ses conseillers, assurer que les initiatives lancées sous son mandat, notamment à l'international, deviennent autant que possible « irréversibles ». Le directeur de communication de la Maison Blanche, Ben LaBolt, a lui, évoqué dans un mémo le « sprint final » qu'il s'agissait de courir pour l'administration

sortante jusqu'en janvier, afin de « poser des jalons pour l'avenir ». Mardi, le président américain a de nouveau insisté sur l'importance des alliances des États-Unis, dont certaines sont critiquées par Donald Trump. Le républicain a notamment multiplié les messages peu amènes à l'intention des alliés de l'Otan. Reste que cette semaine à New York, Joe Biden, chantre du dialogue qui se targue d'un entrepente diplomatique peu commun, est confronté aux limites de son influence. Les débats à l'ONU ont jusqu'ici été dominés par l'escalade au Liban, qu'aucun appel au calme ne semble pouvoir

enrayer. Le président américain avait pourtant martelé, depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, qu'il ne voulait surtout pas que le conflit s'étende. Un haut responsable américain juge lui, qu'au contraire, toutes les convulsions internationales confortent l'approche multilatérale chère à Joe Biden. « L'Ukraine, Gaza et le Soudan, tout cela souligne le besoin de ce type de coopération », a-t-il dit. Jeudi, Joe Biden a rencontré, tout comme sa vice-présidente et candidate républicaine à la présidentielle américaine, Kamala Harris, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, inquiet pour l'avenir du sou-

tien américain à son pays. Ce dernier souhaite aussi s'entretenir avec le candidat républicain, Donald Trump qui a réitéré mardi lors d'un meeting que les États-Unis étaient « coincés dans cette guerre » et que, s'il était élu, il en « sortirait ». L'ancien président républicain a assuré qu'il verrait aussi le Premier ministre indien Narendra Modi, en marge de sa venue à l'Assemblée générale de l'ONU. Donald Trump assure aussi - sans détails - pouvoir régler facilement le conflit au Proche-Orient et a promis de faire flamber les droits de douane sur les marchandises importées, notamment chinoises. Son discours résolument favorable à l'exploitation d'hydrocarbures fait aussi craindre le pire aux partisans de la coopération internationale sur le climat. Dans un discours sur le sujet en fin de journée, Joe Biden a taclé mardi la position de son ancien adversaire en affirmant qu'il avait « ramené le monde en arrière ». Le républicain avait notamment sorti son pays de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique. « Les éoliennes ne donnent pas le cancer », a encore ironisé Joe Biden, en référence aux remarques répétées de Donald Trump, qui les critique régulièrement et les accuse de « tuer les oiseaux ».

L'Iran cherche à tuer Trump

Donald Trump parle «de grandes menaces» pour sa vie venant du régime de Téhéran.

« L'Iran a déjà pris des mesures qui n'ont pas fonctionné, mais ils vont réessayer. (...) Je suis entouré de plus d'hommes, de fusils et d'armes que je n'en ai jamais vu auparavant », a-t-il écrit. L'équipe de campagne de l'ancien président des États-Unis, candidat républicain à la présidentielle de novembre, a affirmé mardi que les services de renseignements américains avaient averti des menaces de l'Iran visant à l'assassiner. « Les responsables du renseignement ont identifié que ces attaques (...) se sont intensifiées au cours des derniers mois, et les responsables de l'application des lois de toutes les agences s'efforcent de garantir que l'ex-président Trump soit protégé et que l'élection soit exempte de toute ingérence », a affirmé le directeur des communications de la campagne, Steven Cheung, dans le communiqué. Donald Trump a échappé à une tentative d'assassinat le 13 juillet lors d'un meeting en Pennsylvanie. L'agresseur, Thomas Matthew Crooks, 20 ans, a été abattu par un tireur d'élite du Secret Service. Quelques jours plus tard, les médias américains ont rapporté que les autorités avaient reçu des renseignements sur un prétendu complot iranien contre le républicain.

Le Conseil de sécurité nationale américain avait réagi à ces informations en affirmant qu'il suivait « depuis des années les menaces de l'Iran contre l'ancienne administration de Donald Trump », Téhéran ne cachant pas sa volonté de revanche après la mort de Qassem Soleimani, ex-architecte des opérations militaires iraniennes au Moyen-Orient,



Le FBI catégorique, pointe Téhéran derrière les tentatives d'assassinat de Trump. DR.

tué par une attaque de drone américaine en janvier 2020 à Bagdad. C'est Donald Trump, alors à la Maison Blanche, qui avait ordonné l'élimination de Qassem Soleimani. L'enquête sur la tentative d'assassinat du 13 juillet « n'a pas identifié de liens entre le tireur et d'éventuels complices ou conspirateurs, étrangers ou intérieurs », avait toutefois précisé le Conseil de sécurité nationale. L'Iran avait rejeté les accusations américaines, les jugeant « infondées » et « malveillantes ».

DEUXIÈME TENTATIVE D'ASSASSINAT.

L'ancien président américain a été la cible d'une autre tentative d'assassinat le 15 septembre : il se trouvait alors au Trump International Golf Club, à West Palm Beach, en Floride, quand des coups de feu ont été tirés. Déjà poursuivi pour détention illégale d'arme, Ryan Routh, 58 ans, l'homme

suspecté d'avoir essayé de tirer sur le républicain a été inculpé mardi de tentative d'assassinat d'un candidat à l'élection présidentielle. Le nouvel acte d'accusation a été émis par un « grand jury » - commission de citoyens investie de pouvoirs d'enquête - à Miami, en Floride, a précisé le ministère de la justice dans un communiqué. Le dossier a été assigné aléatoirement à la juge Aileen Cannon, qui a rendu, en juillet, une décision très favorable à l'ex-président républicain dans un autre dossier. Un juge fédéral a décidé lundi le maintien en détention de Ryan Routh. Selon l'analyse par le FBI du bornage de ses téléphones, il se trouvait depuis le 18 août en Floride. Ses appareils ont été localisés à de multiples reprises entre cette date et le 15 septembre près du golf de Donald Trump et de sa résidence de Mar-a-Lago. Avant d'être repéré et mis en fuite, il avait également passé près

de douze heures aux environs du club de golf de Donald Trump, avait dit l'accusation la semaine dernière. Cette dernière a annoncé lundi qu'elle allait demander l'inculpation pour « tentative d'assassinat », passible de la réclusion à perpétuité. Les procureurs ont dit avoir reçu d'une connaissance de Ryan Routh une boîte laissée au domicile de cette personne il y a plusieurs mois. Cette boîte contient notamment une lettre manuscrite adressée au « monde » sur laquelle on peut lire : « Ceci était une tentative d'assassinat contre Donald Trump, mais je suis désolé, j'ai failli à ma tâche ». « Il vous appartient maintenant de finir le travail, et j'offrirai 150.000 \$US à quiconque le terminera », ajoute le suspect dans le document, reprochant apparemment à l'ex-président d'avoir provoqué le chaos au Moyen-Orient en sabordant en 2018 l'accord international

avec l'Iran sur son programme nucléaire. Les procureurs n'ont pas précisé si la tentative évoquée dans la lettre est celle qui a échoué le 15 septembre ou si elle se référait à un projet antérieur. Dans un livre publié, en février 2023, à compte d'auteur sur la guerre en Ukraine, Ryan Routh évoquait également un projet « d'assassiner Trump », ont-ils ajouté. La boîte contenait aussi des munitions, un tuyau en métal et quatre téléphones, selon la même source.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux. Belgique. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

